

## REVUE MENSUELLE

RELIGIEUSE, POLITIQUE, SCIENTIFIQUE

COMPLÉMENT DE LA PUBLICATION

Le DIABLE au XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

CETTE REVUE MENSUELLE EST SPÉCIALEMENT UN ORGANE DE COMBAT CONTRE LA HAUTE-MAÇONNERIE ET LE SATANISME CONTEMPORAIN. — ELLE EST AUSSI CONSACRÉE A L'EXAMEN, SELON LA SCIENCE CATHOLIQUE, DES FAITS SURNATURELS DU PRÉTENDU SPIRITISME ET AUTRES MANIFESTATIONS DIABOLIQUES CONSTATÉES.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 83, Rue de Rennes, PARIS

ABONNEMENTS : France, 3 fr. pour Un An. — Etranger, 4 fr. pour Un An.

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> de chaque mois. On s'abonne, sans frais, dans tous les bureaux de poste.

## ADRIANO LEMMI, CHEF SUPRÊME DES FRANCS-MAÇONS

Souvenirs d'un Trente-Troisième

PAR DOMENICO MARGIOTTA

Ex-Secrétaire de la Loge *Savonarola*, de Florence ; ex-Vénérable de la Loge *Giordano Bruno*, de Palmi ; ex-Souverain Grand Inspecteur Général (33<sup>e</sup> degré) du Rite Ecossais Ancien Accepté ; ex-Souverain Prince de l'Ordre (33<sup>e</sup>, 90<sup>e</sup>, 95<sup>e</sup>) du Rite de Memphis et Misraïm ; ex-Membre effectif du Souverain Sanctuaire de l'Ordre Oriental de Memphis et Misraïm, de Naples ; ex-Inspecteur des Ateliers Misraïmites des Calabres et de la Sicile ; ex-Membre d'Honneur du Grand-Orient National d'Italie et son Garant d'Amitié près le Souverain Sanctuaire de Naples ; ex-Membre actif du Suprême Conseil Fédéral de Naples (Rite Ecossais Ancien Accepté) ; ex-Inspecteur Général de toutes les Loges maçonniques des Trois Calabres ; ex-Grand-Maitre ad Vitam de l'Ordre Maçonnique Oriental de Misraïm ou d'Égypte (90<sup>e</sup>), de Paris ; ex-Commandeur de l'Ordre des Chevaliers Défenseurs de la Franc-Maçonnerie Universelle ; ex-Membre d'Honneur ad vitam du Suprême Conseil Général de la Fédération Italienne, de Palerme ; ex-Inspecteur Permanent et Souverain Délégué du Grand Directoire Central de Naples, pour l'Europe (Haute-Maçonnerie Universelle).

## Un nouveau Compagnon d'Armes

Ce titre est celui que Mgr Fava n'hésite pas à donner à M. Domenico Margiotta, tout récemment encore haut-maçon, aujourd'hui démissionnaire et converti. Suivant l'exemple du vaillant évêque de Grenoble, nous traiterons désormais, nous aussi, l'ex-Fr. Margiotta en ami et en compagnon d'armes.

Il fut l'un des camarades de lutte de miss Vaughan contre Lemmi, au lendemain du Convent secret du palais Borghèse ; mais alors, encore dans les ténèbres de l'erreur, il n'avait en vue que de faire prévaloir contre Adriano-Simon, qualifié d'usurpateur de la direction suprême de la haute-maçonnerie, les droits maçonniques des indépendants des loges, des arrière-loges et des triangles. Il secouait le joug d'un fripon, d'un scélérat, mais sans s'affranchir de la domination de l'AUTRE, mais en restant, le malheureux, esclave de Satan.

Il croyait encore à son Grand Architecte de l'Univers ; il voyait en lui le Dieu-Bon ; il trouvait Lucifer mal représenté par le signor Lemmi.

Quand les Suprêmes Conseils de Palerme et de Naples, se révoltant contre l'Élu du 20 septembre 1893, firent leur union avec les hauts-maçons américains sécessionnistes et se rallièrent au Comité Protestataire de Londres, c'est

lui qui fut chargé par le grand-maitre Paolo Figlia, député de Palerme et l'un des plus notables adversaires de Lemmi, de rédiger un rapport sur la situation, d'indiquer la voie à suivre aux hauts-maçons italiens indépendants et désireux de soutenir le Sanctum Regnum de Charleston contre l'intrus du palais Borghèse. A raison de l'ancienne amitié qui existait entre miss Diana Vaughan et lui, il reçut, du Suprême Conseil Général de la Fédération maçonnique italienne, le mandat de sceller l'alliance, les maçons italiens indépendants ayant décerné à la grande-maitresse de New-York les honneurs que l'on sait ; ils la nommèrent Membre d'Honneur et Protectrice des Suprêmes Conseils de Palerme, de Naples et de Florence, ils décrétèrent que le nom de la S. Vaughan serait inscrit en tête du Livre d'Or de chaque loge, chapitre et aréopage appartenant à la fédération, et l'on se souvient que la grande-maitresse américaine refusa ces honneurs et dignités, parce qu'elle venait de donner sa démission complète et irrévocable de la maçonnerie et qu'elle préférait se renfermer dans la retraite, abdiquer tout rôle désormais, tout en conservant, disait-elle, ses croyances inébranlables.

M. Margiotta a fait mieux que miss Vaughan, et il est allé plus loin. Il n'a pas repoussé la grâce dont Dieu l'a tout à coup comblé, par un de ces mystères que notre intelligence humaine ne peut pénétrer. Il a ouvert les yeux.

Supplément au 21<sup>e</sup> fascicule du Diable au XIX<sup>e</sup> Siècle (n° d'août 1894).

L'erreur à laquelle il s'était abandonné si longtemps, l'a épouvanté ; il l'a abjurée avec horreur, se demandant comment il avait pu être à ce point aveugle.

Et, à présent, cet homme qui, il n'y a pas longtemps encore, invoquait comme divinité le prince de l'orgueil se faisant passer à ses yeux pour « grand architecte de l'univers », à présent il se prosterne humblement devant Dieu, le seul vrai et unique Dieu, son Créateur et son Rédempteur ; il le supplie, dans sa prière quotidienne, d'éclairer à leur tour ses frères et ses sœurs de maçonnerie et de palladisme demeurés dans les ténèbres ; et son vœu le plus cher serait de voir bientôt la conversion de celle qui fut son amie et sa camarade de lutte contre le misérable chef suprême de la secte.

C'est une histoire bien intéressante que la vie de M. Margiotta. Tous ses nouveaux amis lui ont conseillé d'écrire ses *Confessions de Trente-Troisième*, et il les écrira, pour tâcher d'arracher des âmes à l'abîme. Appartenant à une excellente famille, très catholique, ayant un de ses frères dans le clergé, propriétaire dans son pays, où il est, en outre, fort estimé comme homme privé et très goûté comme littérateur, comme poète italien, il s'était laissé séduire et tromper par le démon. Gardant néanmoins au fond du cœur des instincts honnêtes, il se sentait parfois écœuré en constatant l'improbité de ses complices ; et chaque fois qu'il rencontrait dans les loges un acte contraire à l'honneur, il changeait de rite, passant de l'écossisme au misraïmisme, puis revenant à l'écossisme, lorsque se créa la fédération indépendante de Lemmi. Il alla et vint ainsi pendant longtemps, piétinant sur place dans l'obscurité, jusqu'au jour béni où la lumière divine l'a inondé et où il a compris que, bien que chef, s'il commandait à des hommes, il n'était qu'un instrument, et de qui ? du roi des enfers !

Ah ! il nous arrive de bien loin, ce nouveau compagnon d'armes. Mais aussi il est une nouvelle preuve, bien éclatante, de l'infinité miséricorde de Dieu.

Sa conversion encouragera nos amis à prier, plus ardemment que jamais, pour ceux et celles dont les âmes restent encore à sauver.

#### Docteur Bataille.

Le premier des livres, par lesquels M. Domenico Margiotta s'efforcera de réparer son passé de franc-maçon, est consacré à *Adriano Lemmi*, chef suprême de la secte infernale, et paraîtra dans cinq jours.

A titre de primeur, nous en reproduisons le premier chapitre.

Ce livre, qui jettera un nouveau jour sur les manœuvres occultes de la haute-maçonnerie, donnera sans doute à réfléchir aux affiliés des loges qui ignorent combien ils sont dupes. En tête du volume, M. Margiotta publie une lettre de Mgr Fava et ses lettres de démission de tous ses grades et fonctions maçonniques.

Voici d'abord la lettre de Mgr Fava :

EVÊCHÉ

DE  
GRENOBLE

Grenoble, le 8 Août 1894.

Cher Monsieur Margiotta,

Voire passage à Grenoble m'a fait grand plaisir, et, s'il plaisait à miss Diana Vaughan, dont

vous m'écrivez, de vous imiter, je lui ferais bon accueil comme à vous.

Mon Divin Maître m'a montré comment il faut recevoir les âmes qui reviennent à Lui.

Vous parlez maintenant du F. . . Lemmi ; vous révélez ensuite le Palladisme, où Satan est chez lui : hélas ! vous les connaissez bien.

Vos lecteurs auront peine à vous croire. Cependant, la sincérité qui respire dans vos écrits, et les documents que vous apportez à l'appui de ce que vous dites, ne manqueront pas de les frapper.

On dira que vous vous vengez. Non, Monsieur, ce que vous faites n'est point de la vengeance ; vous remplissez un devoir. Car il est écrit : *Qui diligitis Dominum, odite malum*. Non, on ne peut pas aimer Dieu sans haïr le mal ; et si vraiment on hait le mal, qui est l'ennemi de Dieu, on le combat hardiment et vaillamment, afin de faire triompher la vérité.

Courage donc, cher compagnon d'armes, et ne remettons le glaive au fourreau que faute de sectaires à éclairer.

Tout votre . .

† Amand-Joseph,  
Evêque de Grenoble.

Voici dans quels termes M. Margiotta donne, d'une façon générale, sa démission complète et définitive au F. . . Lemmi :

Bruxelles, 3 Septembre 1894.

A Monsieur Adriano Lemmi,  
à Rome.

Vous savez que, dès le lendemain même de votre élection vénale et frauduleuse, j'ai refusé de vous reconnaître comme Souverain Pontife de la Maçonnerie Universelle.

Vous savez que je vous méprise depuis le jour où j'ai connu votre honteux passé.

Vous savez que j'ai abandonné une première fois le Rite Écossais Ancien et Accepté, lorsque, pour tripoter à votre aise les finances de la Maçonnerie italienne, vous avez acheté les démissions de Tamajo et de Riboli, et que j'ai cru, — autre grande erreur, — trouver l'honnêteté dans un autre rite.

Vous savez que j'ai toujours été de ceux qui, à aucun prix, n'ont voulu vous subir, et que j'ai tout tenté pour vous faire vomir par la Maçonnerie. Mais vous lui convenez, et elle vous garde, et elle a fait de vous son Chef Suprême !

Vous savez que, les scrutins du 20 septembre 1893 étant le plus monstrueux défi à l'indépendance et à la plus vulgaire probité, j'ai adhéré avec empressement à la rébellion des hauts-maçons américains, et que j'ai fait, moi en Italie, campagne contre vous avec eux et avec tous les maçons qui vous méprisent.

Enfin, vous savez que la transaction Findel ne m'a pas fait dupe, pas plus que les congratulations que vous vous adressez réciproquement, vous et votre compère Carducci.

Mais ce que vous ne savez pas, le voici :

En vous envoyant par cette lettre ma démission générale, complète et irrévocable, de tous grades et fonctions maçonniques, en vous l'envoyant, à vous que les Triangles ont maintenu

chef de la haute-maçonnerie, par adoption de la transaction Findel, j'ai le bonheur de vous apprendre que je suis allé plus loin que miss Vaughan. Puisque vous incarnez l'Ordre définitivement, quiconque, maçon, se respecte, ne peut que s'en retirer; car il faut être bien avili pour accepter votre joug. Mais aussi il faut être bien aveugle pour maintenant ne pas ouvrir les yeux.

J'ai vu, et je vois.

Vous pouvez faire brûler mon nom entre les colonnes. Vous pouvez me vouer à toutes les malédictions infernales. Trop heureux je suis d'avoir brisé les chaînes que votre Grand Architecte impose; trop de joie j'ai à vous déclarer que je suis plus que démissionnaire, car j'ai renoncé au Palladisme et me suis converti.

Chantez, avec vos dignes collègues, le *Gen-naïth-Menngog* et l'*Hymne à Satan*. Faites-moi rayer sur le Livre d'Or du Grand Directoire Central de Naples; je n'inspecterai plus jamais ni Loges ni Triangles; comment, je me le demande, ai-je pu ne pas être asphyxié par les miasmes empoisonnés de ces autres ténébreux?

DOMENICO MARGIOTTA, ex-33<sup>e</sup>,  
Ex-I. : P. : S. : D. : (1394).

Au grand-maitre de Naples, notre cher converti écrit sur un tout autre ton : celui-ci était pour lui un ami :

Bruxelles, 5 septembre 1894.

A Monsieur le Chevalier Dr Antonio Marando,  
des ducs d'Ardore,  
grand-maitre du Suprême Conseil Fédéral,  
à Naples.

Vous êtes un ami sincère, un bon cœur, et le plus honnête de tous les hauts-maçons que j'ai connus; — parce que vous êtes le digne fils d'un grand homme : Rosario Marando, duc d'Ardore, était l'honneur de la Calabre.

« Cependant, ayant décidé de rompre définitivement avec la franc-maçonnerie, je vous envoie, par la présente, ma démission complète et irrévocable de « Membre actif du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté », que vous présidez, de « Souverain Grand Inspecteur Général, 33<sup>e</sup> » et de « Inspecteur Général de toutes les Loges maçonniques des Trois Calabres ».

Agréez mes salutations d'ami sincère.

DOMENICO MARGIOTTA, ex-33<sup>e</sup>.

Voici aussi la lettre de démission à Paolo Figlia, le grand-maitre général des maçons italiens qui maintiennent encore l'étendard de la révolte contre Lemmi :

Bruxelles, 5 septembre 1894.

A l'Honorable Monsieur Paolo Figlia, député  
au Parlement Italien, grand-maitre général  
de la Fédération Maçonnique Italienne,  
grand commandeur du Suprême Conseil de  
Palerme, à Palerme.

Je vous envoie, par la présente, ma démission complète et irrévocable de « Membre d'honneur ad vitam du Suprême Conseil Général de la Fédération Italienne ».

Après le Convent de septembre 1893, toute la

bonne maçonnique m'a dégoûté, et je me retire définitivement de la Maçonnerie.

Agréez mes salutations empressées.

DOMENICO MARGIOTTA, ex-33<sup>e</sup>.

Viennent ensuite des lettres de démission adressées : à M. Fénélon Duplessis, ministre de l'instruction publique de la République haïtienne, grand-maitre du Grand Orient National d'Haïti, à Port-au-Prince; à M. Jules Osselin, grand-président de l'Ordre Maçonnique Oriental de Misraïm ou d'Egypte, grand-maitre de l'Ordre des Chevaliers défenseurs de la Maçonnerie Universelle, à Paris; au fameux Giambattista Pessina, le grotesque hiérophante du rite de Memphis et Misraïm, à Naples; puis, une lettre par laquelle M. Margiotta, qui était Vénérable de la loge *Giordano Bruno*, de Palmi, informe de sa détermination son Premier Surveillant, pour que celui-ci en fasse part à ses ex-frères, lesquels, comme bien on pense, auront à se débrouiller comme ils voudront. Leur Vénérable, démissionnaire, les invite cependant à suivre son exemple, c'est-à-dire à convertir.

Enfin, cette introduction se termine par une lettre très touchante de M. Margiotta à son amie et camarade de lutte, miss Diana Vaughan. Là, il lui explique pourquoi et comment il est allé plus loin qu'elle dans sa rupture avec la franc-maçonnerie; il lui raconte sa conversion; il lui expose combien il se sent heureux, maintenant qu'il a fait ce grand pas décisif. Cette lettre est longue, elle se termine ainsi :

« De tout mon cœur, je souhaite, ma bonne et chère amie, que le vrai Dieu, par vous et par moi ensemble si longtemps méconnu, daigne faire briller aussi devant vos yeux la lumière pure et éblouissante de la vérité. Et dans ce doux espoir, je vous serre bien cordialement la main, vous priant d'agréer une accolade fraternelle, non plus l'accolade maçonnique, mais celle qui unit tous les humains à notre Divin Maître.

Votre ami sincère et ancien F. :

Professeur DOMENICO MARGIOTTA.

Maintenant, M. Margiotta, qui s'est mis à l'abri des vengeances directes de la secte, a prévu le cas où Lemmi lui riposterait par la calomnie, ne pouvant l'atteindre autrement.

Aussi, en tête de son volume, il publie les pièces suivantes établissant son identité et sa parfaite honorabilité (1<sup>o</sup> acte de naissance; 2<sup>o</sup> certificat de bonnes mœurs; 3<sup>o</sup> extrait du casier judiciaire) :

L'officier de l'Etat-civil de la ville de Palmi :

Vu l'acte inscrit au n<sup>o</sup> d'ordre 35 du Registre des Naissances de l'année 1858 ;

Certifie :

Que Monsieur Margiotta, Domenico, est né en cette ville le 12 février 1858, fils des époux légitimes Monsieur Margiotta Antonino (fils de feu Francesco) et Madame Maria Mangione (fille de feu Antonio).

Palmi, 15 août 1891

L'officier de l'Etat-civil

(sceau de la Mairie  
et timbre de  
l'enregistrement)

(Signé) S. BARBARO

II

Le Maire de la ville de Palmi

Certifie

Que Monsieur le Commandeur professeur Domenico Margiotta, fils de feu Monsieur Antonino et de Madame Maria née Mangione, de cette commune, a toujours



gardé une conduite morale, digne d'éloge sous tous les rapports.

En foi de quoi.  
Palmi, 29 mai 1894

(Sceau de la Mairie)

Le Maire :  
(Signé) S. IMPOMBATO

### III

N° 4124 R. C. Le Greffier du Tribunal de Palmi

Certifie

Qu'ayant effectué les plus diligentes recherches dans le casier judiciaire avec l'aide du registre de contrôle, au nom de Monsieur le Commandeur Domenico Margiotta, professeur ès-lettres et philosophie, né à Palmi le 12 février 1858,

RIEN NE RÉSULTE

(formule équivalant à celle : *néant*, usitée en France).

Palmi, 29 mai 1894

Le greffier :

N° 306  
Vu : le Procureur du Roi (sceau de la chancellerie du Tribunal)  
(Signé) VACCA  
(Sceau du Procureur du Roi)

Voici le 1<sup>er</sup> chapitre de M. Domenico Margiotta, qu'il a bien voulu nous autoriser à reproduire, avant même l'apparition de son volume :

## LES DÉBUTS D'UN GRAND MAÇON

Giuseppe-Antonio-Adriano-Léonida Lemmi est né à Livourne (Toscane), le 30 avril 1822, fils du sieur Fortunato Lemmi et de la dame Teresa Merlini, époux légitimes et catholiques.

En Italie, à cette époque-là, l'état-civil était tenu par la principale église de la ville ; l'acte de baptême tenait donc lieu d'acte de naissance. Aussi, c'est sur les fonts sacrés de la Cathédrale que le baptême d'Adriano a été célébré le 2 mai 1822, et il a eu pour parrain le sieur Nicolas Lemmi, frère de son père, assisté par le sieur Joseph Sandifort, de Manchester (Angleterre).

Après Florence, Livourne est la ville la plus importante de l'ancien Grand-Duché de Toscane. Au xiii<sup>e</sup> siècle, elle n'était qu'un village ; mais les Médicis l'ont fait prospérer. Appartenant d'abord aux Génois, Florence l'acheta en 1421 pour s'en faire un port sur la Méditerranée et devenir ainsi une puissance maritime. C'est une ville très industrielle, et grand est son commerce avec le Levant, la France et l'Angleterre. Il y a là aujourd'hui un évêché, une église des grecs-unis, une synagogue, et plusieurs loges maçonniques où l'on ne fait que conspirer, car c'est la terre révolutionnaire par excellence.

Lemmi, en grandissant, devint le désespoir de ses parents, car il s'était enfoncé de bonne heure dans le vice et la débauche, se liant d'amitié avec quelques jeunes juifs ; leur compagnie lui était plus agréable que celle de ses corréligionnaires.

En 1843, il n'avait pas quitté sa ville natale. A cette époque la *Jeune-Italie*, fondée à Mar-

seille en 1831 par Giuseppe Mazzini, était puissante et prospère ; et Mazzini, qui, après les mouvements insurrectionnels du Piémont de 1833-1834, s'était réfugié à Londres, organisait, de loin, sur tout le territoire italien des complots qui avaient pour but de renverser par la force les gouvernements constitués et de détruire la papauté.

Les jeunes gens de la presqu'île, enflammés par les théories révolutionnaires de Mazzini se rangeaient sous le drapeau de la *Jeune-Italie* : partout en Italie le parti mazzinien tend à la révolution, et les années 1843-1844 sont mémorables par une tentative d'insurrection à Bologne, au mois d'août, et une autre à Rimini, tentatives qui furent bientôt écrasées ; c'est à cette époque que se signala l'audace d'Attilio et Emilio Bandiera. Ces deux frères, nés à Venise en 1817-1819, avaient servi d'abord dans la marine autrichienne ; puis, s'étant mis en relation avec Giuseppe Mazzini, ils résolurent de prendre part au mouvement insurrectionnel, et après avoir inutilement tenté une descente en Sicile, ils entreprirent une deuxième dans les Calabres, unis à une horde de jeunes ardents et fanatiques, déterminés à pousser jusqu'à l'assassinat leur haine féroce contre les Bourbons. Mais, sur la dénonciation d'un ami de l'ordre, ils furent arrêtés, et ensuite condamnés à mort comme révolutionnaires et fusillés le 9 juillet 1844 à San-Giovanni-del-Fiore, près de Cosenza.

Adriano, qui a une âme éminemment haineuse et qui n'est pas capable de s'élever dans les horizons de la vertu et de l'honneur : Adriano, qui a l'esprit méchant et avide d'aventures, à cette époque tumultueuse, le 29 décembre 1843, quitta le toit paternel et la Toscane, sans que personne pût jamais savoir les vrais motifs de son départ.

Et il n'est pas possible d'attribuer ce départ subit à une cause politique, d'abord parce que Lemmi n'avait pas alors l'étoffe d'un conspirateur. D'autre part, s'il avait été agent de Mazzini, il aurait eu les moyens nécessaires pour vivre, et il se serait rendu dans le Piémont, où tous les conspirateurs trouvaient appui et protection à la cour, ou bien dans n'importe quelle autre contrée d'Italie.

Cependant, personne ne le vit circuler en Italie, et il est bien établi qu'Adriano, en quittant la Toscane, n'a pas songé à l'un des autres pays de la presqu'île.

Mais, où est-il donc allé en partant de Livourne ?... A Marseille !... Cela prouve bien que ce n'est pas comme conspirateur politique que, le 29 décembre, il s'éloigna de sa ville natale ; car les mazziniens n'avaient pas à aller soulever Marseille, et quand la police

de leurs pays les poursuivait, ils se sauvaient en Angleterre ou en Suisse.

Ce qui est certain, c'est que c'est au sol français seul qu'il songea. Donc, le 2 janvier 1844, il débarquait à Marseille, ayant pour toute richesse la somme de 300 francs dans sa poche et une lettre qu'il s'était fabriquée lui-même sur une feuille de papier à en-tête de la maison Falconnet et C<sup>ie</sup>, de Naples, laquelle lui annonçait « qu'un crédit allait lui être ouvert sur la maison Pastré frères, banquiers à Marseille ».

Il se servait de cette fausse lettre pour faire des dupes : il empruntait à tort et à travers à ses compatriotes qui sont nombreux à Marseille ; car, comme on sait, il y eut de tout temps dans cette ville une forte colonie italienne, mêlée d'honnêtes travailleurs et de mauvais garnements. En lisant cette lettre, qui faisait beaucoup espérer, personne n'hésitait à lui faire crédit ; les restaurateurs ne lui refusaient pas une place à leurs tables, ni son logeur sa plus belle chambre. Mais Lemmi ne payait nulle part, se couvrait de dettes jusqu'à la racine de ses cheveux, et ne se préoccupait aucunement d'aller à droite et à gauche chercher du travail pour vivre honnêtement à la sueur de son front, comme doit faire tout homme qui a de l'amour-propre. C'est bien là ce qui prouve qu'il n'agissait pas en politicien, mais en vulgaire escroc.

On reste étonné quand on pense qu'arrivé à Marseille, le 2 janvier, avec trois cents francs, il est endetté au bout de huit jours. Un honnête homme sait dépenser l'argent raisonnablement et attendre avec patience, sans se livrer à des actions déshonorantes ; donc, Lemmi, pour se trouver au bout de peu de jours dans la condition de duper tout le monde, a dû follement gaspiller sa monnaie dans les temples de Vénus et sur les autels de Bacchus, deux divinités auxquelles il sacrifie encore le plus aujourd'hui, quoique vieux et bien détérioré, et qui forment un trio, unies à sa haine mortelle contre l'Eglise.

Dans cette vie d'escroqueries, il fit un jour la connaissance d'un docteur Grand-Bouagne ; il sut si bien manœuvrer qu'il s'insinua dans sa famille et se rendit intéressant en faisant croire que, quoique momentanément gêné, il possédait un patrimoine considérable, lui revenant de la succession d'un oncle, et qui lui ferait une rente de 20.000 fr., lorsqu'il pourrait le toucher.

Il était donc reçu en ami intime chez le docteur, lequel ne lui refusait jamais son aide et sa protection, toutes les fois que Lemmi lui demandait quelques somme à titre de prêt ; il était considéré comme un membre de la famille ; souvent il y dînait, y passait les soirées, et on prenait plaisir à sa conver-

sation, car il se montrait bon enfant et avait toujours le mot pour rire.

Le 3 février 1844, le docteur venait de sortir, quand Adriano arrive lui rendre visite. Madame était toute seule à la maison. Ils commencent à causer ; mais, au beau milieu du discours, Lemmi se plaint d'une indisposition subite, et prie la dame de le secourir. La bonne dame, ne soupçonnant pas un piège, court vite à la cuisine lui préparer une tisane. La maladie était simulée pour éloigner M<sup>me</sup> Grand-Bouagne. Aussi, Adriano profite de ce moment d'absence pour ouvrir le secrétaire, où il avait déjà remarqué une bourse en perles vertes. Il s'empare de cette bourse, qui contenait 300 francs en or, et file avec. La dame retourne dans son appartement, une tasse de tisane de tilleul dans la main, espérant soulager l'ami souffrant ; mais pas d'ami, la salle était vide ! Elle ne s'expliquait pas la fuite du prétendu malade ; quand ses regards se portent sur le secrétaire ouvert, elle commence à comprendre, et, ayant vérifié le contenu du tiroir où elle renfermait son argent, elle constate que la bourse avait disparu. Elle ne pouvait qu'inculper Lemmi, car il était la seule personne qu'elle avait reçue dans son appartement, et je vous laisse à penser sa colère d'avoir si bien placé sa confiance !

Aussitôt le docteur rentré, sa dame le met au courant de ce qui s'est passé. En proie à la stupéfaction d'avoir été filoutés aussi indignement, ils comprennent qu'il ne faut pas perdre du temps, et immédiatement ils se rendent chez le commissaire du quartier. Les agents sont mis à la recherche du fripon et le surprennent dans une auberge, où il venait à peine de commencer à dépenser les 300 francs volés.

Mis en état d'arrestation, Lemmi n'oppose pas de résistance aux deux anges gardiens qui lui mettent les menottes et l'emmènent au poste, escorté par une foule de gamips qui sifflent et crient au voleur.

Il n'y avait pas moyen de nier ; en effet, on avait saisi dans ses poches le corps du délit. Détail curieux, qui lui interdisait tout mensonge, c'est que, dans sa précipitation, il avait pris non-seulement l'argent avec la bourse qui le contenait et qui fut reconnue, mais même un papier sans valeur, de l'écriture de M<sup>me</sup> Grand-Bouagne, qu'il avait empoché à tout hasard, et qui n'était qu'une recette pour la confection de la confiture de coings.

Après avoir subi le premier interrogatoire au commissariat de police, il est envoyé en prison et écroué. Il ne tarde pas longtemps à comparaître devant M. le juge d'instruction, auquel il n'essaye pas de nier le vol commis, l'ayant déjà avoué au commissaire.

Sur interrogation du juge, il déclare être

venu de Livourne ; on vérifie et on constate qu'il avait dit la vérité ; il avait exactement indiqué le nom du bateau qui, le 2 janvier, l'avait amené à Marseille. La police constate aussi son séjour dans les auberges qu'il indique ; ce qui fait découvrir ses escroqueries à l'égard de plusieurs personnes. On lui confisque sa fameuse lettre de la maison Falconnet et C<sup>ie</sup>, de Naples, dont on reconnaît la fausseté.

Mais le voleur est jeune et implore la pitié du juge d'instruction. Il ne paraît pas être un criminel invétéré, et on ne veut pas prolonger sa détention préventive. Son arrestation avait suivi de près le vol, qui était, comme nous avons dit, du 3 février, et l'instruction dura jusqu'au 18 mars, jour auquel le juge d'instruction rendit contre Lemmi une double ordonnance, le renvoyant : 1<sup>o</sup> devant le Tribunal Correctionnel de Marseille, pour le vol des 300 francs, et 2<sup>o</sup> devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Assises des Bouches-du-Rhône, pour le faux commis avec la prétendue lettre Falconnet.

Le 22 mars 1844, Adriano comparait à l'audience publique du Tribunal Correctionnel et se confond plus que jamais en excuses. Il se défend humblement ; il plaide la tentation, en disant que cette bourse lui avait paru *dodue* (textuel), l'avait fasciné, et qu'il n'avait pas pu résister. Il fait un *mea culpa* solennel, verse des larmes abondantes, se désolant à la pensée que sa honte portera un coup terrible à sa bonne et honorable famille ; il s'était qualifié d'ex-négociant ; en un mot, il réussit à attendrir les magistrats, qui, comme nous verrons, furent pris de pitié et lui évitèrent la Cour d'Assises.

Mais tout cela n'était qu'une pure comédie. Adriano était un rusé compère, quoique jeune, et son but était de courber le front d'avance devant une condamnation impossible à éviter, en se ménageant un moyen de la nier plus tard.

En effet, à l'interrogatoire, il se dit *né à Florence* ; car il n'ignorait pas que beaucoup de familles Lemmi habitaient la capitale du grand-duché de Toscane, et il espérait que dans le nombre il se trouverait bien un Adriano quelconque sur lequel pourrait en l'avenir retomber l'infamie de sa faute, si par hasard la condamnation venait à être découverte.

Les juges ne soupçonnant pas la malice ne firent pas surseoir au jugement du procès pour vérifier son état-civil, et la condamnation mentionne donc : « Adriano Lemmi, âgé de vingt-deux ans, venant de Livourne, *se disant* ex-négociant et né à Florence. »

On le condamna à un an et un jour de prison, aux dépens avec contrainte par corps, et à cinq ans de surveillance de la haute

police après l'expiration de la peine. Cette condamnation fut jugée suffisante pour servir de leçon au jeune voleur, et comme, en définitive, la fausse lettre Falconnet n'avait pas été employée à extorquer de l'argent à Pastré frères, on le jugea ainsi assez puni pour le vol Grand-Bouhagne et les petites escroqueries aux logeurs et aux restaurateurs. D'où, abandon des poursuites devant la Cour d'Assises.

Lemmi fait sa prison. Mais le climat de la France lui paraît bien nuisible à sa santé ; et, ma foi, il juge que les entrevues qu'il devra avoir de temps en temps avec les commissaires de la haute police, froisseront énormément son amour-propre. Aussi, sans tambour ni trompette, il se met en rupture de ban, et, sitôt sorti de prison, il a soin de mettre entre lui et la France les monts et les mers, prend le paquebot et part furtivement pour se réfugier à Constantinople.

Il y a environ cinquante ans de cela ; la capitale de l'Empire Ottoman avait alors 180.000 habitants de moins qu'aujourd'hui : elle était cependant une immense ville, si l'on compte ses faubourgs, ainsi qu'on a toujours coutume de le faire pour les statistiques de Constantinople. Sur 695.000 habitants, en 1845, il y avait 400.000 musulmans, 120.000 arméniens, presque autant de grecs, 33.000 juifs, à peine 12.000 catholiques, et le reste se composait de sujets étrangers appartenant à diverses nations, parmi lesquels une petite colonie italienne en voie de formation, et un assez grand nombre de polonais qui s'étaient révoltés contre le tsar et avaient trouvé un refuge aux bords du Bosphore. La majorité des italiens, à cette époque, avait choisi pour domicile le quartier des Blaquernes qui est aux pieds des ruines majestueuses de l'ancien palais de Constantin ; là aussi se trouve le quartier de Balata, toujours sale et puant, où de tout temps les juifs ont grouillé, comme une vermine humaine.

Donc, dans les premiers jours d'avril 1845, un paquebot en provenance de Marseille entra dans la Corne-d'Or, amenant, parmi ses passagers, le jeune Adriano. Pendant son séjour forcé entre quatre murs, il avait été obligé de travailler, et, quoique le travail des prisons soit très peu payé, il lui était resté quelques économies, car il lui avait été impossible de dépenser ; mais c'est vrai aussi que les frais du voyage avaient entamé sa petite épargne. Avec ce qui lui restait, il s'offrit immédiatement un logement provisoire dans un de ces grands établissements appelés khans ou caravansérails, qui sont des hôtelleries à très bon marché pour les innombrables voyageurs et petits marchands étrangers ; toutefois, on n'y a guère autre chose que le



lit et l'eau. Adriano dut se résigner, se logea comme il put, et se mit aussitôt à la recherche de quelques compatriotes, afin de les apitoyer sur son triste sort.

On raconte qu'au quartier des Blaquernes il finit par rencontrer un sicilien qui tenait une cuisine à l'usage des pauvres gens ; il leur vendait pour une menue pièce de monnaie des ragoûts faits avec des têtes de mouton, et c'était là tout ce qui entraît dans la composition des mets confectionnés par sa cuisine. Adriano s'était proposé pour aider le restaurateur sicilien ; il allait chez les bouchers chercher les têtes de mouton, après qu'on en avait enlevé la cervelle, et il lavait la vaisselle et les ustensiles de la cuisine ; en paiement, il avait la nourriture et le logement.

Pourtant, il ne garda pas longtemps cette situation ; la tête de mouton ne convenait plus à son estomac ; du moins il faut le croire, car il quitta son compatriote pour se mettre au service d'un vieil herboriste et marchand de pommades de Balata. Chez celui-ci, la nourriture était meilleure, et le patron donnait de l'argent à son employé lorsqu'il avait fait de bonnes ventes dans la journée, en allant crier dans les rues la marchandise de l'officine. Adriano, portant une tablette suspendue au cou, offrait des pâtes épilatoires, à la porte des établissements de bains, ou bien des pastilles, du rahat-loukoum (confiture sèche parfumée), aux environs du grand bazar.

Certainement, il aurait préféré faire un autre métier ; mais il avait remarqué que le vieil herboriste prenait quelque intérêt à lui ; il recevait de lui parfois des bonnes gratifications. D'autre part, la boutique de son patron était fréquentée par un rabbin polonais, condamné en Russie pour conspiration, lequel s'était évadé. Ce rabbin prit Adriano en amitié, à cause de ce que le jeune homme blasphémait volontiers contre le Christ. Lemmi, pour se faire bien voir des juifs de Balata, demanda un jour si on ne l'admettrait pas dans la religion de Moïse ; il était prêt à renier son baptême et à se faire circoncire. Ce fut une grande joie pour le rabbin polonais et pour le vieil herboriste. Les deux juifs, contents et fiers d'avoir un néophyte, lui enseignèrent le Talmud, après que le rabbin eut, dans cette circonstance, montré son habileté de chirurgien sacré.

Dès lors, la position d'Adriano fut beaucoup adoucie. C'est le 14 janvier 1846 qu'il était devenu définitivement israélite par l'effet de la liturgique opération ; et il ne s'était pas converti par supercherie. Oh ! non, il avait été heureux d'associer sa haine contre l'Eglise à celle des juifs de Balata. Parmi les

italiens habitant Constantinople, il y en avait plusieurs qui appartenaient à la religion mosaïque, notamment un certain Abraham Maggiore, dont Lemmi a toujours parlé avec de grands éloges, tant son nom était cher à son cœur.

Abraham Maggiore et le rabbin polonais, dont on n'a pas le nom, étaient versés dans les mystères de la cabale ; c'est eux qui initièrent Adriano aux secrets de la magie, et celui-ci fut un excellent élève. Il apprenait par cœur, avec une grande facilité, toutes les formules de l'occultisme, même les plus baroques et les plus incompréhensibles. Un de ses grands plaisirs était d'aller, la nuit, en compagnie de son patron l'herboriste et du rabbin polonais, passer quelques instants aux pieds de la Colonne Brûlée, qui avait servi de piédestal jadis à une statue de Julien l'Apostat, s'il faut croire la légende : là, nos juifs cabalistes se livraient à leurs salamalecs. Chaque jour, il se perfectionnait dans la science maudite ; car il s'était donné à son étude avec passion. Quant à voir sa position devenir brillante, il n'en était pas encore là. A Constantinople, les juifs sont en général peu fortunés ; ceux qui réussissent à s'enrichir à force de fraudes et d'usure quittent le pays, pour fuir le grand mépris dans lequel ils sont tenus par les Turcs.

Le vieil herboriste vint à mourir vers la fin de 1847. Un parent accourut pour recueillir son héritage, vendit toute la marchandise pour réaliser de l'argent, et Adriano se trouva sans place. Le rabbin polonais avait quitté Constantinople trois mois auparavant. Lemmi fut quelque temps à la charge de son ami Abraham Maggiore.

On a dit aussi que le futur grand chef de la maçonnerie avait été masseur dans un établissement de bains de Péra. Si le fait est vrai, ce serait aux premiers mois de 1848 qu'il aurait exercé cette profession. D'une façon plus certaine, on sait qu'il fit, à cette époque, la connaissance d'un anglais, à Péra, venant de Londres, lequel était lié avec Mazzini.

En ce temps-là, les quelques francs-maçons qui se trouvaient à Constantinople étaient presque tous des anglais. L'association avait été introduite en Turquie vers 1738 ; mais, jusqu'à l'époque de la guerre de Crimée, elle subit mille vicissitudes ; les affiliés, qui dépendaient de la Grande Loge d'Angleterre, voyaient sans cesse leurs loges disparaître, par manque de membres actifs, car le gouvernement alors ne les favorisait pas. Aujourd'hui, au contraire, la maçonnerie prospère à Constantinople. Il y a trois loges anglaises : la L. *Bulwer*, la L. *Oriental*, et la L. *Leinster* ; et en outre la L. *l'Etoile du Bos-*

phore (française), la L. : *Ser* (arménienne), la L. : *Proodos* (grecque); et la L. : *Italia Risorta* (italienne), qui toutes donnent fréquemment des fêtes et reçoivent des FF. : *mushafirs* (invités).

Quoi qu'il en soit, c'est, dit-on, en 1848, qu'Adriano Lemmi fut initié à la maçonnerie par des FF. : anglais; mais cette initiation ne paraît pas avoir été d'une régularité parfaite, et notre héros dut se faire régulariser dans la suite. Lemmi a laissé assez obscure cette période de son existence; cela l'humilie, maintenant qu'il est millionnaire, d'avouer les professions de bas étage qu'il a été réduit à exercer à Stamboul. Comme vous le verrez plus loin, souvent il a été interpellé et mis en demeure de déclarer, avec des preuves à l'appui, quelle a été sa situation en Turquie jusqu'au jour où il fut recueilli par Kossuth; mais il a préféré se dérober aux exigences de ses interrogateurs, et il en est résulté qu'il a été assez difficile de reconstituer l'état de ses occupations. Il est certain, seulement, qu'il a fait un peu tous les métiers, y compris la vente des pâtes épilatoires; en 1849, il tenait un petit kiosque sur la promenade des Eaux-Douces, où il débitait aux oisifs la limonade et le rahat-loukoum.

Enfin, voilà l'ère des tribulations qui semble finir pour lui. C'est en 1849 que Kossuth arrive à Constantinople, et il vient fort à propos pour Adriano, à qui la limonade n'avait pas mieux réussi que les pâtes épilatoires.

Kossuth, cet agitateur qu'on peut bien appeler le Mazzini de la Hongrie, est né à Monok, d'une ancienne famille croate, dans laquelle était héréditaire la trahison. Reçu avocat en 1826, il fut admis en 1830 comme homme d'affaires chez la comtesse Szapary, envers laquelle il se comporta indignement. Etant parvenu à se faire aimer de la comtesse, il puisa en secret dans son coffre-fort pour payer ses personnelles dépenses. Celle-ci découvrit l'indélicatesse de son gérant; mais Kossuth, pour se préserver d'une condamnation, remit aux magistrats les lettres intimes que la comtesse Szapary lui avait écrites dans un moment de faiblesse, et afin d'éviter le scandale qui allait résulter de ces preuves d'adultère d'une si grande dame, la justice aima mieux ensevelir l'affaire dans l'oubli. Kossuth fut obligé de quitter le pays, étant déconsidéré, et il alla se fixer à Pesth.

Dans sa vie révolutionnaire, arrêté et exilé plusieurs fois, il devint l'homme politique à la mode et causa beaucoup d'ennuis au gouvernement autrichien.

Comme je ne dois pas retracer ici la vie du grand maçon madgyar, je laisse aux historiens libres et honnêtes le soin de refaire la véritable biographie de l'agitateur, auquel

la franc-maçonnerie a élevé un monument de gloire nullement mérité. Quant à moi, qu'il me suffise de dire que la terrible guerre civile par lui provoquée n'ayant pas abouti, il gagna enfin la frontière de Turquie; et le voilà à Constantinople, à la grande joie de Lemmi.

Le filou de Marseille était bien fait pour s'entendre avec le voleur de la comtesse Szapary; mais ce dernier était, en outre, un personnage politique. Adriano réussit, par ses amis maçons anglais, à avoir une lettre de recommandation de Mazzini pour Kossuth; l'agitateur hongrois l'agréa.

En vérité, Kossuth ne songea tout d'abord qu'à l'empêcher de mourir de faim. Il le prit simplement à son service en qualité de copiste, de *facchino*, de domestique à petits gages; et, peu à peu, entrant dans les bonnes grâces de son patron, Adriano en devint enfin le secrétaire, toujours sur la recommandation de Mazzini, avec qui déjà il correspondait.

Quand Kossuth, au mois d'octobre 1851, quitta la Turquie pour se rendre aux Etats-Unis, au but de faire propagande active en faveur des patriotes hongrois, Lemmi l'accompagna. Mais, arrivés à Marseille sur le paquebot américain *le Mississippi*, Kossuth y descendit pour demander aux autorités la permission, qui lui fut refusée, de traverser la France pour se rendre à Londres. Lemmi, lui qui avait rompu son ban en s'évitant, par la fuite, les cinq ans de surveillance de la haute police française, auxquels il avait été condamné, se garda bien d'accompagner son patron en ville, et resta caché à bord du navire américain, protégé du pavillon des Etats-Unis.

Kossuth fut donc forcé de retourner sur *le Mississippi*, et, après un court arrêt à Gibraltar, il se rendit à Londres et enfin à New-York, toujours en compagnie du digne secrétaire, qui était devenu son ombre. C'est aux Etats-Unis, à Cincinnati, dans la Loge n° 433, que Kossuth reçut l'initiation maçonnique.

Mais le 2 décembre 1851 arrive. Le prince Louis-Napoléon, alors président de la République française, annonce au peuple et à l'armée qu'il va soumettre aux suffrages de tous les citoyens les bases d'une constitution, renouvelée du système de l'Empereur, son oncle; c'était un coup d'Etat. A cette nouvelle, Lemmi quitte Kossuth en Amérique et vient rejoindre Mazzini à Londres, où arrivait d'autre part Ledru-Rollin, qui, avec Mazzini et Kossuth, y devait, plus tard, former un triumvirat international et démocratique, pour réveiller en Europe le mouvement insurrectionnel entravé par les événements.

Dès ce moment, Lemmi commence à jouer un rôle très important dans tous les assassinats politico-maçonniques et dans tous les



soulèvements populaires dont l'Italie fut le théâtre sanglant. Il entretient, de la part de Mazzini, des intelligences avec les révolutionnaires de Toscane, ses compatriotes ; et c'est lui qui inspira, le 21 octobre 1852, la tentative d'assassinat, en plein jour, sur le président du conseil du grand-duc, le ministre Baldasseroni.

Le 6 février 1853, il y eut un commencement d'insurrection à Milan, alors sous la domination autrichienne, à la suite d'une proclamation signée de Mazzini et de Kossuth, et c'est Lemmi qui l'a envoyée de Suisse aux révolutionnaires lombards ; le fait est notoire dans la maçonnerie italienne.

Les gouvernements helvétique et piémontais s'efforcent de ne pas paraître complices ; ils l'étaient bien, tout au contraire. De nombreux émigrés de la Haute-Italie, réfugiés en Suisse ou dans le Piémont, suivaient les instructions de Mazzini, transmises par Lemmi.

Le Piémont, assisté de l'Angleterre (qui soutenait en secret la maçonnerie et Mazzini), s'efforce de conjurer l'exécution d'un décret de l'empereur d'Autriche pour la confiscation des biens des révolutionnaires émigrés ; mais, le 18 février, sur les ordres de Kossuth et de Mazzini, un fanatique révolutionnaire a attenté à la vie de l'empereur pour le punir de ce décret, et Lemmi fut choisi pour armer le bras de l'assassin, qui était un hongrois, ami commun de Kossuth et de lui, Lemmi.

La Suisse (preuve de la gravité des événements) est alors sommée d'expulser tous les émigrés indistinctement, sous menace de rompre les relations diplomatiques.

Nous voici maintenant à la guerre de Crimée, dont la véritable cause est connue des chefs de la franc-maçonnerie seuls. Si on veut examiner les faits, à présent que de nombreuses années ont passé et qu'on n'est plus sous l'influence des événements, on comprendra facilement que les raisons qui ont été invoquées alors étaient des prétextes, et rien autre. L'Angleterre et le Piémont firent naître la querelle, au sujet de la Turquie contre la Russie, à propos d'une lutte d'influence à Jérusalem entre les chrétiens de l'Eglise grecque et ceux de l'Eglise romaine. Or, cette rivalité était bien ce qui préoccupait le moins l'Angleterre, on le reconnaîtra sans peine, et quant au Piémont, c'était bien aussi pour lui un souci des plus médiocres. Les deux puissances entraînèrent avec elles la France contre la Russie, sous le prétexte de protéger la Turquie.

La vérité, c'est que depuis longtemps, bien avant l'insurrection hongroise de Kossuth, les chefs secrets de la maçonnerie, lord Palmerston à leur tête, avaient arrêté un plan : on avait

décidé l'élévation de la Prusse et l'abaissement de l'Autriche, l'unité de l'Allemagne au profit de la monarchie prussienne, l'unité de l'Italie au profit de la maison de Savoie, et la création d'un Etat polonois-madgyar. Mais la Russie avait mis entrave à l'exécution de ce projet, qu'elle ignorait pourtant ; craignant avec raison que l'insurrection hongroise vienne à s'étendre à ses provinces polonaises, le tsar s'était allié à l'empereur d'Autriche pour la répression et avait fortement contribué à la défaite définitive des révolutionnaires madgyars. De cela la conséquence avait été une communauté d'intérêts monarchiques établie entre la Russie et l'Autriche, et il fallait que les chefs secrets de la maçonnerie commencent par briser cette entente ; sans quoi ce qui était projeté au sujet de l'unité allemande au profit de la Prusse et au sujet de l'unité italienne n'aurait pas pu jamais être réalisé. On voit que l'Autriche a été bien dupée à l'occasion de cette guerre. Pour la France, il fallait lui faire faire campagne avec l'armée piémontaise ; cela préparerait l'opinion publique dans les deux pays, en vue d'une autre action commune, la fois suivante contre l'Autriche.

Tout cela avait été combiné par lord Palmerston, qui, comme maçon de la plus haute importance, savait s'imposer à tous les chefs secrets, même à Mazzini. Kossuth était tout naturellement favorable à ce programme, car il en voulait à mort au tsar de lui avoir fait perdre sa situation en Hongrie.

On comprend aussi combien il fut facile d'entraîner Napoléon III ; les chefs de la secte lui rappelèrent ses serments de carbonaro, et en outre on lui montra des lauriers à cueillir ; le nouvel empire devait aisément se laisser tenter par la gloire.

Mazzini et Kossuth poussèrent donc à la guerre de Crimée, de toutes leurs forces, et ils firent un pompeux éloge de la France, et ils semblaient même demander aux révolutionnaires leurs sympathies pour son gouvernement. Cette conduite aurait dû ouvrir les yeux de tout le monde ; car on savait bien que Mazzini et Kossuth n'aimaient pas la France et encore moins Napoléon III. Mais les gouvernements et les peuples furent aveugles ; les habiletés de la diplomatie britannique réussirent à empêcher l'Autriche de joindre sa cause à celle de la Russie. Dès lors, cette puissance, ayant à la fois contre elle la France, l'Angleterre, le Piémont et la Turquie, devait fatalement être vaincue. C'est ce qui arriva, après une guerre de plus de deux ans pourtant ; et l'Autriche fut détachée de la Russie à tout jamais, et elle fut tellement punie de son ingratitude que, même sans attendre la fin de la guerre de Crimée, les chefs maçons qui s'étaient si bien joués d'elle travaillèrent déjà

à la révolutionner, comme nous allons le voir tout à l'heure.

Je viens de m'expliquer sur ces points peu connus de la guerre de Crimée, d'abord parce qu'il était intéressant de les mettre en lumière, ensuite parce qu'il est bon de montrer Lemmi commençant à s'enrichir à la faveur de cette guerre.

En effet, que fait notre héros pendant que les nations se battent en Orient ?

Lemmi, qui, par ses relations avec Mazzini et Kossuth, est bien vu des gouvernants maçonniques du Piémont, obtient des fournitures pour les ambulances italiennes en Crimée. Il se transporte à Genève d'où il expédie à l'armée. Il encaisse d'une part la bonne monnaie, et il paie en faux chèques d'autre part. Ce sont ses premiers vols en grand ! Le petit voleur de Marseille ayant progressé a voulu se faire une renommée aussi comme faussaire.

La falsification découverte, il se sauve à Malte ; mais cela n'empêche pas qu'il soit condamné par contumace par la justice helvétique, avec ses deux associés fraudeurs.

Mais, pendant que les armées combattent en Orient, la politique des ennemis de l'Eglise ne chôme pas néanmoins. C'est dans l'année 1854 que le gouvernement piémontais, complice des Mazzini, Lemmi et consorts, se montre très anticlérical. Le 10 mars, les biens du séminaire de Turin sont arbitrairement confisqués. Déjà la maçonnerie avait imposé un rapprochement à deux hommes d'Etat italiens qui longtemps s'étaient montrés adversaires, le F. Cavour et le F. Rattazzi. La paix ayant été faite entre eux, on nomma cette union politique le *connubio* (le mariage). En 1852, le *connubio* avait déjà valu à Rattazzi la présidence de la Chambre ; en 1854, il lui valut le ministère de la justice dans le cabinet présidé par Cavour. Aussi, au 28 novembre, est déposé un projet de loi pour la suppression des communautés et congrégations religieuses, dont le gouvernement piémontais convoite les richesses. Mais, par un hasard singulier et très douloureux, la discussion de cette loi fut trois fois interrompue, à cause de morts et d'enterrements. La première loi se discutait à Turin en janvier 1855. Le président de la Chambre était alors Carlo Buoncompagni (mort subitement à Turin le 14 décembre 1880), l'un des hommes dédiés corps et âme à la révolution italienne et célèbre par ses violences contre l'Eglise. Or, celui-ci, dans la séance du 12 janvier, annonçait aux députés la mort de la mère bien-aimée de Victor-Emmanuel II, Marie-Thérèse-Françoise de Toscane, archiduchesse d'Autriche. Les funérailles terminées, on reprenait la discussion contre les couvents et les cloîtres ; lorsque voilà que le 21 janvier, le président annonce aux députés encore un très grand

malheur : Sa Majesté Marie-Adélaïde, bonne et aimable reine, le jour précédent avait rendu sa belle âme en Dieu, à l'âge de 33 ans. On continue la discussion de la loi, et un nouveau malheur s'adjoint aux malheurs passés : la nuit du 11 février meurt le duc de Gênes, qui n'avait pas encore 32 ans ! Les honorables, pour la troisième fois, dans l'espace d'un mois, sont forcés d'accompagner au cimetière la mère, la femme, le frère du roi de Sardaigne. Tant de malheurs brisaient le cœur de toutes les personnes honnêtes ; mais le monarque ne comprenait pas les terribles avertissements du ciel.

Pendant ce temps-là, Mazzini ne perdait pas de vue les petits Etats italiens où la maçonnerie avait décidé de substituer la maison de Savoie aux souverains légitimes, en attendant de faire la République italienne.

Le 4 janvier, le chef du Comité Central Européen, — c'est le titre que Mazzini avait pris vis-à-vis de la Jeune-Europe, — avait réuni cinq de ses complices à Londres, et l'on avait admis, en outre, à la réunion le F. Félix Pyat, autre réfugié, qui était appelé président du groupe de la Commune Révolutionnaire. Ces deux comités correspondaient avec un comité bruxellois, un comité établi à Jersey, et il y en avait un cinquième à Genève, qui eut pour président le F. Eugène Sue. Ce sont là des choses connues de tous les maçons mêlés aux événements de cette époque. A la réunion du 4 janvier, on mit en discussion qui devait être assassiné, du duc de Parme ou du duc de Modène. Ce dernier, François V, fut l'objet d'un réquisitoire très violent prononcé par Félix Pyat, qui lui reprochait surtout d'avoir rappelé les Jésuites et « d'être le frère de la comtesse de Chambord ». Mais Kossuth entraîna le vote contre le duc de Parme, Charles III, qu'il représenta comme le plus dangereux aux révolutionnaires par son caractère brutal et violent, dit-il ; il fit la comparaison entre lui et son père, prince faible qu'on avait fait tomber dans le protestantisme pendant quelque temps et qui songeait plus à ses plaisirs qu'à la politique. Kossuth lut à la réunion un rapport de son ancien secrétaire, Lemmi, qui dénonçait des « menées autrichiennes » de Charles III.

Done, la mort du duc de Parme fut votée à l'unanimité, moins le suffrage de Pyat. Mazzini envoya à Lemmi un passeport au nom de « Lewis Broom », et notre héros quitta aussitôt Malte pour se rendre dans le duché à l'abri de ces faux papiers. Il débarqua à la Spezia, se rendit de là à Sarzana, et gagna Parme par la route de Pontremoli et Fornovo. Mais il eut le soin de ne séjourner à Parme qu'un seul jour, prenant seulement le temps de voir en particulier les mazziniens de la ville et de leur fixer un rendez-vous à Castel-Guelfo.

Les conjurés se réunirent le 25 mars dans une petite maison de campagne, située près du pont du Taro; la séance fut présidée par Lemmi, qui fit jurer le secret; un nommé Lippi avait confectionné un mannequin, sur lequel fut enseignée la manière de donner les coups de poignard les plus terribles, et l'on tira au sort l'assassin. Adriano lui dit: « C'est aujourd'hui la fête des jésuites et des nonnes; ils célèbrent l'apparition d'un ange à leur madone pour lui annoncer le Messie et qu'elle en serait la mère. Eh bien, mon frère, moi, je t'annonce que tu seras le Messie de la Révolution à Parme. Je te consacre libérateur des opprimés, sauveur des hommes aujourd'hui tyrannisés. Frappe le despote, sans que ta main tremble. Notre Dieu, qui n'est pas celui des prêtres, te protégera! »

Le surlendemain, Charles III tombait sous le coup du sicaire, dont Lemmi avait ainsi stimulé le fanatisme. On sait que l'assassin (nommé Antonio Carra) réussit à s'enfuir; et les circonstances du complot sont connues, parce que Lemmi s'en est souvent vanté auprès de Frapolli et de plusieurs autres qui ont répété le récit. Adriano fut toujours glorieux d'avoir été l'émissaire de Mazzini dans un grand nombre de meurtres, et Mazzini disait volontiers: « Mon petit juif vaut dix bons diables, tant il est habile pour choisir les hommes qu'il faut dans les importantes actions et pour leur inspirer l'énergie nécessaire pour l'accomplissement du devoir. »

L'affaire de Parme fit beaucoup grandir Adriano dans l'estime de Mazzini, de Kossuth et des autres principaux chefs.

L'audace de Lemmi était si forte, qu'après le crime, il ne se pressa pas de quitter le duché; il demeura plusieurs jours incognito à Sant'Ilario; mais la révolution ne se fit pas comme il l'avait espéré. Le crime causa de l'horreur, et la veuve de Charles III, fille du duc de Berry, fut proclamée régente, pour gouverner sous le nom de son fils Robert qui était un enfant de six ans.

Lemmi, toujours sous le faux nom de Lewis Broom, alla à Reggio, puis à Modène; il revint dans le duché de Parme, dans les derniers jours de juin, et c'est à lui qu'est due la tentative d'insurrection du 22 juillet, qui fut bientôt réprimée.

Cette fois, il quitta le centre et se sauva à Turin.

Le gouvernement piémontais, en janvier 1835, supprimait 334 maisons de religieux et religieuses, mais laissait tranquilles les sociétés révolutionnaires, qui, grâce à cette complicité sous forme de tolérance, se développaient et machinaient des crimes épouvantables.

Notre bon Lemmi, qui avait à sa disposition

autant de faux-papiers qu'il en avait besoin pour ses missions secrètes, avait changé encore de nom en cette année-là (1835). Muni d'un passeport hongrois, appartenant à un des séides de Kossuth, il put se rendre à Rome sous le nom de « Ulrik Putsch, cuisinier »; et le 12 juin, il y eut une tentative d'assassinat sur le cardinal Antonelli!... Il repart aussitôt pour Gènes, où, le 30 du même mois, il y eut publication d'un manifeste de Mazzini pour pousser le peuple à l'insurrection. Il est notoire que c'est Lemmi qui l'a répandu dans plusieurs villes et même à Rome, où coïncidence bizarre, le 9 juillet, le même jour qu'il est retourné dans la ville des papes, il y eut une tentative d'assassinat sur le Père Beckx, général des jésuites.

L'activité de Lemmi pour le mal est surprenante. Il est vraiment l'incarnation de Satan!... Dans tous les mouvements, dans tous les crimes, s'il n'y a pas toujours son bras, il y a toujours le bras de ses amis.

Lemmi et Orsini, — agent, ce dernier, de Mazzini, lui aussi, — avaient transmis au comité révolutionnaire de Milan les instructions de Mazzini, en vue d'une insurrection prochaine; elle devait commencer par le massacre de tous les officiers de la garnison. Ces instructions données, Orsini et Lemmi se retirèrent, celui-ci, rentrant en Suisse, avec son passeport hongrois, tandis qu'Orsini, sous le nom de « Georges Hernagh », se rendait en Autriche et parcourait la Hongrie dans le but d'organiser un soulèvement qui aurait coïncidé avec celui de la Lombardie.

Orsini fut arrêté à Hermanstadt, en Transylvanie, ramené à Vienne, puis transféré à Mantoue, où il fut jugé et condamné à mort, pour crime de haute trahison, le 20 août 1835.

Renfermé au château Saint-Georges, il s'en évada dans la nuit du 29 mars 1836, d'une manière très curieuse. Une femme affectionnée avait réussi à lui faire parvenir, dans la forteresse, une lime par laquelle Orsini, dans 24 jours, scia huit barreaux. Puis, formant une sorte de corde avec des draps de lit, il se laissa aller le long du troisième étage où était sa cellule; mais il eut le malheur de tomber de la hauteur de 6 mètres et de se blesser à un pied et au genou. Malgré cela, il eut la force de se traîner jusqu'au bas des fortifications entourant la forteresse, et, au point du jour, quelques passants charitables le retirèrent de ce tombeau au moment où il se croyait perdu.

Le 13 novembre de la même année, deux autres agents de Mazzini sont pris à Rome.

L'Angleterre, ou pour mieux dire, lord Palmerston, d'accord avec Mazzini, prend prétexte de ce que le roi de Naples observe une stricte neutralité entre les puissances occidentales et la Russie, l'accuse de sympathies envers la



Russie (c'était vrai, *Mazzini avait fait voler des papiers confidentiels*) et obtient la disgrâce du directeur de la police Mazza, très dévoué au roi de Naples et son protecteur contre les sociétés secrètes.

L'Angleterre, toujours brutale envers le roi de Naples, exerce une nouvelle pression sur lui en 1856 ; le gouvernement français se joint à elle. Aux mois de juin et de septembre, ces deux puissances menacent d'envoyer une escadre dans les eaux de Naples. On a su depuis que Napoléon s'était laissé entraîner par lord Palmerston, qui, en sa qualité de patriarche de la maçonnerie européenne, avait favorablement accueilli un projet de l'empereur français ; ce projet était d'installer à Naples le prince Murat, grand maître du Grand Orient de France, comme roi en remplacement du Bourbon des Deux-Siciles. Ce complot avorta, la Russie, dont la guerre de Crimée était finie, ayant protesté contre cette intervention au sujet de la politique *intérieure* du roi de Naples.

Le 3 mai, le gouvernement français publie la statistique de la guerre de Crimée, dans laquelle l'influence britannique, c'est-à-dire la diplomatie maçonnique, avait entraîné la France. Cette guerre absurde a coûté la vie de 95.000 français, morts par blessures ou par maladies, et à la Sardaigne une dépense de 30 millions.

La fin de cette année 1856 est marquée par les opérations mazziniennes dans le royaume de Naples. Un agent de Cavour, nommé Henri Misley, haut maçon, avait présenté, quelques années auparavant, à Mazzini, à Londres, le baron Bentivegna, sicilien affilié aux loges. Crispi, de son côté, avait accrédité Bentivegna par une lettre à Lemmi, dont Mazzini, depuis quelque temps, prenait assez souvent conseil, voyant qu'il était habile aussi bien qu'homme d'action. Le baron se lia d'amitié avec Adriano, et ils étaient devenus tous deux très intimes. C'est alors, vers le mois de septembre, que le Comité Central Européen décida qu'on assassinerait le roi de Naples, en même temps qu'on ferait une insurrection en Sicile.

Bentivegna fut désigné pour fomenter l'émeute, et Lemmi se chargea de l'assassinat. Dans le projet, on devait faire sauter Ferdinand II au moyen d'une bombe qu'un affilié fanatique, pour le choix duquel Mazzini s'en rapportait à Adriano, jetterait sous la voiture royale, pendant une promenade publique de Sa Majesté. C'est un juif lombard, nommé Giosué Possagno, qui avait trouvé les compositions chimiques de l'appareil explosif ; il fabriqua deux bombes, mais en les laissant inachevées, quant aux poudres à y introduire.

Lemmi, lorsqu'il fut muni des deux bombes, dont le transport n'offrait aucun danger, et

qui avait la recette de Possagno pour compléter l'infamale machine au moment voulu, alla d'abord rejoindre Bentivegna qui l'attendait à Palerme. Afin de circuler librement dans le royaume et sans se faire connaître pour qui il était, il avait reçu un passeport français au nom de « Jacques Lathuile, négociant », que Ledru-Rollin s'était procuré pour lui par un de ses amis. Le but prétexté du voyage de Lemmi-Lathuile était des achats de vins pour une maison de Cette, qui vendait non seulement les produits de l'Hérault, mais qui importait aussi les vins d'Espagne et de l'Italie méridionale ; en outre, Lemmi-Lathuile était censé venir acheter en Sicile des sumacs pour les tanneries de Marseille.

Notre héros trouva à Palerme que tout était bien préparé pour l'émeute, et il écrivit à Mazzini, par un des messagers du comité londonien, que « les affaires seront fructueuses en Sicile ». Puis, il se rendit à Naples. L'assassinat du roi était fixé pour le 22 novembre, et le même jour éclaterait l'insurrection sicilienne. Bentivegna avait dit qu'il ne fallait pas compter sur un napolitain ; aussi, il avait fourni à Adriano un jeune homme des environs de Messine, nommé Filippo Carabi, qui fut son compagnon de voyage. Ce jeune homme paraissait bien décidé ; en outre, on comprend sans peine que Lemmi-Lathuile ne manqua pas de lui faire la leçon et de l'exciter pendant le voyage.

À Naples, ils logèrent séparément. Lemmi acheva de garnir une des deux bombes, en se conformant aux indications de Giosué Possagno, et les deux complices s'entendirent pour se rencontrer, un dimanche de très bon matin, à la première messe du convent des Camaldules, qui est aux environs de la ville et où les touristes vont volontiers, parce que du haut de la montagne on a une des plus belles vues d'Italie. Lemmi avait passé la nuit à Soccavo, et Carabi à Nazaret. À la messe des Camaldules, notre héros avait sa bombe dans la poche. Ensuite, ils descendirent ensemble à Pianura, qui est au pied de la montagne et où il y a de grandes carrières de pierres. C'est là que fut faite l'expérience ; il n'y avait personne au travail dans les carrières, puisque c'était dimanche ; dans le cas où quelque touriste aurait entendu l'explosion et serait descendu des hauteurs du mont des Camaldules jusqu'aux carrières, les deux complices auraient eu le temps de s'en aller, et l'on aurait cru que c'était un accident par suite d'un oubli de quelque cartouche de mineur ; mais Adriano et Filippo ne furent dérangés par personne.

Ils disposèrent la bombe et l'allumèrent à distance au moyen d'une longue mèche brûlant lentement. L'explosion fut terrible ; elle fut si destructive, brisant un énorme bloc de rocher,

que le jeune Carabi comprit que, s'il jetait la seconde bombe en préparation sous la voiture royale, il était certain d'être tué en mille morceaux en même temps que Ferdinand II. Sans doute, ce jeune homme voulait bien risquer sa vie pour tuer le roi ; mais il s'était dit, comme tous ceux qui font des coups de ce genre, qu'il aurait peut-être la chance d'échapper au massacre. L'expérience aux carrières de Pianura venait de lui prouver qu'il n'avait aucun espoir de s'en tirer sain et sauf ; peut-être aussi il réfléchit alors que son compagnon Lathuile se servait de lui comme instrument et le sacrifiait en s'arrangeant non seulement pour ne courir aucun risque, lui, mais pour ne pas même se compromettre. Quoiqu'il en soit, le lendemain, Filippo Carabi dit à son compagnon qu'il ne fallait pas compter sur lui, qu'il avait beaucoup réfléchi, qu'il était le seul soutien de sa vieille mère et de ses deux sœurs, et qu'il lui conseillait de chercher un autre exécuteur de la sentence de Mazzini ou bien qu'il fasse lui-même sauter le roi : il lui jura de garder le secret, et quitta Naples immédiatement.

Lemmi était beaucoup contrarié de cette défection inattendue. C'était trop tard alors pour qu'il puisse recruter un autre exécuteur de la sentence mazzinienne ; car les choix de ce genre sont délicats à faire, et, une fois qu'on a choisi l'homme, il faut encore le sermonner pendant quelque temps. D'autre part, pour faire le coup lui-même, Adriano n'était pas d'un caractère à s'y décider ; il tenait bien trop à sa précieuse existence.

Il se promit de châtier plus tard le sicilien désobéissant ; en effet, Filippo Carabi fut assassiné, cinq ans après, dans une loge de Naples, un jour qu'il y était venu sans méfiance, et ce crime a été accompli avec autant de férocité que d'adresse ; les archives du Directoire de Naples contiennent les détails de l'affaire, la séquestration de Carabi en 1861, sa mise en accusation devant un tribunal secret, la torture épouvantable qu'on lui a fait subir, et le dernier supplice exécuté dans le plus grand mystère.

Pour revenir au complot de 1856 contre Ferdinand II, j'ajoute que Lemmi, malgré qu'il fût désappointé, resta à Naples, dans l'espérance de découvrir un nouvel instrument, mais en abandonnant le projet de faire coïncider le crime avec l'insurrection.

Au jour convenu, le 22 novembre, Bentivegna leva l'étendard de la révolte contre le roi, à Cefalù, à l'est de Palerme, et il y eut alors une grande agitation en Sicile. D'autre part, le faux Jacques Lathuile s'était mis en rapports directs avec quelques hauts maçons napolitains, qui lui conseillèrent de renoncer à utiliser sa deuxième bombe, et on choisit une autre arme de meurtre : le fer, au lieu

de la poudre. Dans l'armée royale, on avait des affiliés ; deux jeunes soldats, Giuseppe Locuti et Agésilas Milano, furent présentés à Lemmi le 4 décembre, dans la maison d'un mazzinien, à Torre-del-Greco, pendant que l'insurrection se développait en Sicile. L'émissaire du comité de Londres désigna Milano.

Le 8 décembre, au moment où Ferdinand II passait en revue ses troupes de Naples, le soldat Agésilas Milano se détacha tout à coup des rangs et porta deux violents coups de sa baïonnette au roi, en le frappant en pleine poitrine. Par bonheur pour Ferdinand II, la baïonnette plia, et il ne fut pas blessé. Milano, arrêté sur l'instant, fut jugé, condamné à mort et exécuté le quatrième jour après son attentat. Mazzini fit faire une médaille commémorative, en l'honneur de ce criminel, qualifié « martyr ».

En Sicile, l'insurrection finit par être réprimée ; la majorité du peuple désapprouvait la révolte, et les appels des émeutiers ne trouvaient plus d'écho. Bentivegna fut fait prisonnier ; le 20 décembre, il était fusillé. Quant à Jacques Lathuile, il avait quitté le royaume, dès qu'il eût constaté que les affaires de la révolution tournaient à mal.

On admirera ici avec quelle habileté notre héros sut retirer son épingle du jeu ; Adriano n'est pas le premier venu, comme on le voit. Le gouvernement royal eut la preuve de l'existence d'un complot ; on soupçonna que tout avait été organisé par le comité de Londres ; la présence d'un émissaire de Mazzini fut constatée par la police, mais quand l'oiseau s'était envolé et sans qu'on pût découvrir jamais qui c'était. Les maçons eux-mêmes, sauf le seul Bentivegna, ignorèrent la véritable personnalité du mystérieux Lathuile ; elle n'est établie aujourd'hui encore que par la relation officielle, mais secrète, du procès maçonnique de Filippo Carabi, aux archives du Directoire de Naples. Malgré l'évidence, et jusqu'à leur exécution, en dépit de toutes les sollicitations, Bentivegna et Milano nièrent avoir eu un complice ni même un inspirateur, l'un comme promoteur de l'insurrection, l'autre comme régicide.

En 1857, il y eut une superbe comédie jouée par la politique piémontaise. C'est aujourd'hui prouvé, plutôt mille fois qu'une, que Cavour et Rattazzi étaient d'accord avec les mazziniens et les garibaldiens pour faire l'unité de l'Italie au profit de la maison de Savoie, c'est-à-dire déposséder les souverains légitimes des duchés de Toscane, Parme, Modène, des Etats-Pontificaux et du royaume des Deux-Siciles, et reprendre à l'Autriche les pays de Lombardie et Vénétie ; mais devant les yeux des monarques européens qui n'étaient pas dans le secret, le Piémont voulait avoir l'air innocent

du complot et paraître se faire forcer la main. Seuls, parmi la diplomatie européenne, quelques hommes d'Etat francs-maçons, anglais, français et prussiens, savaient ce qui se tramait. Or, le Comité international de Londres décréta pour l'année 1857 un soulèvement en Toscane et dans l'Italie méridionale. Alors, afin que le Piémont ne soit pas soupçonné de complicité, on décréta qu'une émeute aurait lieu, en outre, dans ce royaume; et c'est cela qui fut une comédie. Mazzini vint lui-même secrètement à Gênes, tandis que Lemmi se rendait en Toscane. La triple insurrection des mazziniens et garibaldiens éclata : le 29 juin, à Gênes; le 30 juin, à Livourne; le 1<sup>er</sup> juillet, à Naples. Cette fois encore le coup contre les trônes de Ferdinand II et du grand-duc de Toscane fut manqué. La preuve que l'émeute de Gênes était une farce, c'est que Mazzini ne fut pas inquiété par la police piémontaise et qu'il put retourner tranquillement à son poste de conspiration internationale.

Dans la même année, Mazzini avait fomenté un complot contre Napoléon III; ce n'était pas le premier. On trouvait que l'empereur français ne se hâtait pas assez d'agir pour l'unité italienne, et on avait résolu de l'y forcer par la terreur. C'est aujourd'hui reconnu que les révolutionnaires francs-maçons ne reculèrent pas devant une telle extrémité. A Mazzini, à Kossuth et à Ledru-Rollin, s'étaient adjoints dans le comité de Londres, Herzen, Bakounine, Turr et Klapka. Plus particulièrement et plus d'une fois déjà, les noms de Mazzini et Ledru-Rollin s'étaient trouvés mêlés à des projets d'assassinat contre Napoléon III. Donc, dès le commencement de 1857, Paolo Tibaldi, Giuseppe Bartolotti et Paolo Grilli avaient été choisis par Mazzini et Ledru-Rollin, dans un complot à Londres, pour assassiner Napoléon. Ils reçurent de Massarenti, autre affilié de Mazzini, 50 napoléons d'or, et partirent pour Paris commettre leur crime. Mazzini, avant leur départ, leur avait dit : « Vous étudierez les habitudes de l'Empereur, et vous ferez votre coup quand vous trouverez l'occasion favorable. » Massarenti, Campanella, Tibaldi, Grilli et Bartolotti, instruments actifs du complot, étaient des amis personnels de Lemmi. Mazzini et Ledru-Rollin étaient les chefs de tous les complots ayant pour but l'assassinat, comme a dit le Procureur impérial dans l'audience de la Cour d'assises de Paris, du 7 août 1857, où Grilli fut condamné à la déportation, et Tibaldi et Bartolotti à la détention. Mazzini et Ledru-Rollin montèrent en colère quand la tentative d'assassinat avorta.

Cette année encore, une bande de mazziniens débarqua à Sapri, près de Policastro, au nord des Calabres, ayant à sa tête le F.<sup>r</sup> Carlo

Pisacane, ami intime de Lemmi et Crispi; mais ils furent vaincus.

Le 14 janvier 1858, à Paris, aux portes de l'Opéra, il y eut un nouvel attentat contre la vie de Napoléon III. Trois bombes fulminantes blessèrent 156 personnes et en tuèrent 8. Quelques-uns des coupables furent arrêtés; mais beaucoup s'étaient dispersés dans la foule. Au nombre de ces derniers, il n'est pas téméraire de compter notre héros Adriano; car, c'est exactement vers cette époque qu'il vint à Paris sous le nom de « James Mac-Grégor », cela sous prétexte de rendre visite à Giuseppe Mazzoni, son compatriote toscan, alors professeur de langues dans la capitale française. Orsini, Pierri, Rudio, auteurs principaux du crime, furent condamnés à mort; les deux premiers furent exécutés; Rudio fut commué en travaux forcés à perpétuité, peine qui avait été infligée à Gomez, domestique d'Orsini. Tous les quatre étaient francs-maçons et mazziniens; Orsini était venu à Paris sous le nom de « Allsop ». Les complices, qui purent filer hors de France, regagnèrent Londres, pour y perpétrer de nouveaux attentats. Il ne faut pas oublier que le 9 janvier, cinq jours avant le crime, Mazzini avait publié, à Gênes, un manifeste sanguinaire.

Tandis que l'on était sous le coup de l'indignation causée par l'acte exécrable d'Orsini, le gouvernement français, ému, avait envoyé, en février, aux puissances, un projet de loi sur les conspirations contre les souverains et sur la manière de les punir. Le Piémont fit un étrange accueil à cette note : la commission de la Chambre des députés la rejeta, avec 5 voix contre 2, le 13 mars, même après des modifications; mais le Conseil Fédéral de Berne, après une note française assez menaçante du 20 janvier, prescrivit une enquête à Genève où des complices de Mazzini s'étaient établis. Le gouvernement de Genève, n'osant pas aller contre les instructions du Conseil Fédéral, proclama la dissolution d'une société italienne de secours mutuels, et, au mois de mars, il expulsa 12 mazziniens français et 47 mazziniens italiens.

Dans ce même mois, en Toscane, on jugea ceux des insurgés de Livourne qui avaient été pris les armes à la main, le 30 juin de l'année précédente; dix-huit de ces révolutionnaires, dont le crime était surtout d'avoir prêté l'oreille aux excitations de leur compatriote Lemmi, émissaire de Mazzini, furent condamnés, et huit desquels à mort.

Le comité international maçonnique de Londres essaya de prendre dans la Lombardie une revanche de ses échecs, en commençant une propagande auprès des étudiants. Il y eut donc une grande agitation parmi la jeunesse universitaire. Le résultat fut que l'Université



de Pavie dut être fermée. A Milan, les étudiants criaient : « Vive l'Italie ! vive Victor-Emmanuel ! » Ce mouvement, qui se produisit en décembre, était la préface de la guerre qui allait bientôt éclater. On voit que le plan de lord Palmerston se réalisait peu à peu.

Je n'ai pas l'intention d'écrire ici, même en abrégé, l'histoire de la guerre d'Italie ; tout le monde la connaît. Cependant, je veux rappeler que Napoléon III avait été très impressionné par l'attentat d'Orsini. L'homme qui avait voulu l'assassiner ne lui était pas inconnu ; ensemble ils avaient fait partie de la Vente de Cesena, car l'Empereur, dans sa jeunesse, s'était affilié aux carbonari. On sait, par les révélations qui ont été publiées en 1874 par le *Giornale di Firenze*, que Napoléon alla voir Orsini dans sa prison, et que celui-ci lui déclara que d'autres bombes lui étaient réservées s'il ne tenait pas immédiatement sa promesse de contribuer à l'unité italienne. Napoléon courba la tête et ne résista plus, et l'on vit le fameux testament de Felice Orsini publié par le *Moniteur*, journal officiel de l'Empire. C'est ce qui permit à l'honorable député français, M. Keller, de dire au Corps Législatif, dans la séance du 13 mars 1864, que « la guerre d'Italie avait été l'exécution du testament d'Orsini ».

Mais on sait aussi que, si le parti piémontais fut désappointé par la paix hâtive de Villafranca, d'autre part, pendant cette guerre qui dura du 29 avril au 8 juillet 1859, les révolutionnaires en arrivèrent à leurs fins pour ce qui concernait la Toscane, les duchés de Parme et de Modène, les Légations et les Romagnes (ces dernières contrées appartenant aux États Pontificaux). On n'osa pas déposséder entièrement le Pape du premier coup. Quant au royaume des Deux-Siciles, la révolution n'y réussit pas encore cette année-là.

Voyons pourtant quelles furent les manœuvres des mazziniens dans ce royaume en 1859. Il est intéressant d'en parler, parce qu'ici nous allons avoir en scène un des plus intimes amis de Lemmi : le gallophobe Francesco Crispi.

C'est, en effet, Crispi qui fut chargé, cette fois, par Mazzini, d'aller tenter le soulèvement contre Ferdinand II, puisque Bentivegna et Lemmi n'avaient pas réussi auparavant. Né en Sicile, le 4 octobre 1819, Francesco Crispi avait pris part dans sa jeunesse à toutes les insurrections contre le gouvernement bourbonien. Franc-maçon de bonne heure, il était de ceux qui célébraient avec enthousiasme la devise de l'un des grades capitulaires de l'Ecossisme : « *Litia Destrue Pedibus*, détruis les lys en les foulant aux pieds. » Après la restauration de 1849, il s'était réfugié en France, où il vécut obscur pendant neuf ans. Expulsé par la police impériale après l'atten-

tat d'Orsini, il alla rejoindre Mazzini à Londres. C'est là que le chef du comité international maçonnique apprit la réussite d'un crime depuis bien longtemps couvé : ayant manqué Ferdinand II par le fer d'Agésilas Milano, on l'avait attaqué en secret par le poison.

Oui, c'est là le crime infernal qui a été commis, et dans mon pays le nom de l'empoisonneur est connu de tous ; mais je n'ose l'imprimer, par crainte du scandale que cette révélation ferait chez les catholiques. Je me contenterai de dire que cet homme infâme avait su capter la confiance du roi et qu'il était franc-maçon, affilié à l'une des branches les plus scélérates de la secte, celle qui est dite des « Sublimes Maîtres Parfaits » (1). Moins que personne cet homme-là n'aurait dû être franc-maçon !...

Il se fit l'instrument de Mazzini, et l'infortuné Ferdinand II, qui ne pouvait se méfier d'un homme considéré comme des plus respectables par toute la cour, fut empoisonné par l'infâme, dans une tranche de melon. Le poison qui avait été ainsi administré était de ceux qui produisent leur effet au bout de quelque temps, mais dont cet effet est des plus terribles. Le corps du roi se couvrit de plaies d'où jaillissait une affreuse vermine, se multipliant toujours davantage, quoique les serviteurs avaient soin de l'enlever tout le temps avec de la ouate. Aussi il mourut dans les plus atroces souffrances, le 22 mai 1859.

La franc-maçonnerie avait obtenu son but ; Mazzini, Lemmi, Crispi et les autres savaient bien que le roi François II, qui succéda à son père, était trop jeune, plein d'inexpérience, et qu'il se confiait aveuglément à ses généraux, en particulier à Nunziante (2), qui,

(1) Le mot sacré de cette secte était OTEROBA, qui signifie : *Occide tyrannum, et recupera omnia bona antiqua*. Le sens de ce mot sacré est très clair ; c'est-à-dire que le régicide est le vrai moyen de ramener l'âge d'or !

Le *Grand Firmament* (synonyme du Grand Orient de la Maçonnerie) s'érigeait en tribunal souverain, prononçant sur la vie ou la mort d'individus qui n'avaient pas même la satisfaction de connaître ni les juges qui les condamnaient, ni les lois d'après lesquelles ils étaient condamnés. Les assassinats, si souvent commis par ordre de ce Grand Firmament, prouvent assez qu'on ne se bornait pas à de simples menaces. Cette secte imposait à ses adeptes de *fomentier partout l'incendie des révolutions qui sont l'unique moyen de résurrection !!!*

(2) Alessandro Nunziante, duc de Mignano, depuis lors lieutenant général de l'armée italienne et sénateur du royaume, fut l'un des héros de la révolution napolitaine de 1860. Il était fils de Vito Nunziante et frère de Ferdinand, qui avaient donné maintes preuves de fidélité et de loyauté au trône des Bourbons. De bien humble origine, il était monté à un haut état, toujours à côté de Ferdinand II, militaire et courtisan en même temps, comme écrit Giacinto De Sivo dans son *Histoire des Deux-Siciles*. Il franchit rapidement les grades de la milice ; commanda brillamment les batail-

l'année suivante, le trahit sans vergogne, se vendant lâchement à l'ennemi.

Donc, après la nouvelle de la réussite de l'empoisonnement, les mazziniens tinrent conseil à Londres, et Crispi fut désigné. Bientôt, on apprit la brusque suspension d'armes ordonnée par Napoléon III à Villafranca (8 juillet); Mazzini jugea qu'il ne fallait plus attendre. Crispi partit de Londres le 16 juillet pour la Sicile, sous le nom d'« Emanuele Pareda ».

Pendant plusieurs semaines, Crispi parcourut la Sicile, vivant la vie agitée des conspirateurs; il apprenait à ses complices à manier les matières explosives qu'on leur avait envoyées du continent; il leur enseignait la fabrication de bombes infaillibles, dont il donnait le modèle en terre glaise. Aux découragés, il prêchait le soulèvement universel,

bons de chasseurs napolitains et en fut récompensé par des honneurs et des faveurs de ces Bourbons qu'il allait trahir.

En effet, aussitôt qu'éclata en 1860 la révolution en Sicile, Nunziante y alla en qualité de commissaire royal, avec pleins pouvoirs de son roi Ferdinand II; mais déjà le traître s'était lié d'amitié avec le comte de Saburrow, envoyé piémontais, et avec son successeur Villamarina, et il était tout à Elliot, ministre anglais; il travaillait pour la révolution. Il se rendit ensuite à Palerme et persuada le roi d'abandonner les mesures de précaution et de défense qu'on avait prudemment adoptées contre l'invasion garibaldienne; il prétendait, le fourbe, avoir un meilleur système pour empêcher tout débarquement.

Destiné, le 8 juin 1860, à commander en chef un corps de 24.000 hommes pour défendre les Pouilles et les Calabres, il promettait monts et merveilles; mais, tout d'un coup, il quitta le service et se rendit à Turin, où il eut une entrevue avec le comte de Cavour, et après il retourna sur la frégate du roi de Sardaigne *Maria-Pia*.

Il prit congé de son armée avec un ordre du jour par lequel il exhortait les soldats à abandonner leur roi: « Je vous laisse, disait-il, en saint témoignage de mon amour, l'exhortation de vous montrer soldats de la glorieuse patrie italienne, vaillants contre les ennemis de l'Italie, et généreux dans le nouveau chemin de gloire destiné par la Providence à tous les enfants de la grande patrie commune. »

Les soldats, frémissant de colère, déchirèrent ce message; mais l'exemple était donné, la défection de Nunziante fut très nuisible; car étant considéré comme grand connaisseur de ses propres intérêts, en le voyant passer de la plus humble courtoisie aux insultes les plus insolentes contre son souverain légitime, on conclut que la chute du trône des Bourbons était certaine. Le gouvernement de Turin récompensa Nunziante avec grades, honneurs et argent; mais il n'a pas eu le pouvoir de le purifier de la honteuse réputation de traître à son roi.

Il fut le premier des officiers napolitains qui, en 1866, ait arboré la devise de l'armée de Sardaigne. Pendant qu'il commandait une division du corps d'armée Cialdini, il dirigea l'attaque de Borgoforte-sur-Po, dont il s'empara seulement après que les Autrichiens eurent décampé.

Il fut député et sénateur, commanda longtemps la division militaire de Milan; mais il n'eut jamais réputation ni comme politicien, ni comme militaire.

Il est mort fou, le 7 mars 1881, dans une villa du Vomero, près de Naples, sans que personne ait plaint ce traître de haute marque.

comme moyen de salut; il assurait que, François II n'ayant qu'une armée faible et ne pouvant plus compter sur aucun secours de la part de l'Autriche récemment vaincue à Magenta et à Solferino, le succès d'une insurrection générale était maintenant certain. Il allait ainsi de Messine à Catane, à Syracuse, et vice-versa; il aurait voulu voir Palerme donner le signal de la révolution.

Le 22 septembre, Crispi retournait à Londres pour rendre compte de sa mission à Mazzini. Après quoi, eut lieu un second voyage, qu'il accomplit sous le faux nom de « Toby Glivan ». Ayant été informé par Giorgio Tamajo que la date du soulèvement était fixée au 12 octobre, il partit le 6, et il arrivait à Messine le 11; mais le mouvement ne put pas être effectué, la population était réfractaire à ces excitations.

Mais nous ne devons pas perdre de vue notre Lemmi. Pendant la guerre d'Italie, il s'était tenu en observation. Quand, après les préliminaires de Villafranca, le ministère Cavour fit place au ministère Rattazzi (19 juillet), Lemmi fut chargé de surveiller en secret les intérêts mazziniens dans l'Italie Centrale, pendant que le compère Crispi se rendait de Londres en Sicile. En Toscane, malgré l'abdication forcée du grand-duc, l'opinion publique inclinait plutôt pour l'autonomie que pour l'annexion au Piémont; à Parme, à Modène et dans les Légations, on était d'avis de former une ligue des Etats de l'Italie Centrale. Mais, à la faveur des troubles, le docteur Farini, franc-maçon, était devenu dictateur, et il agissait contre le gré des populations. Lemmi, allant et venant, transmettait aux chefs locaux révolutionnaires les instructions du Comité de Londres, et toujours il excitait la populace contre les prêtres et les partisans des princes dépossédés, chaque fois que l'occasion se présentait. Son rôle secret fut très actif pendant les votes des diverses assemblées, où partout les représentants vendus ou terrorisés se prononcèrent en faveur de l'annexion, malgré les vœux de la grande majorité des citoyens.

Lorsque Mazzini décida le second voyage de Crispi en Sicile, notre Adriano eut mission d'aller le rejoindre à Palerme, pour l'aider à révolutionner l'île; mais il ne quitta pas l'Italie Centrale sans faire verser le sang innocent. C'est à ses menées ténébreuses qu'on doit les désordres qui éclatèrent à Parme au commencement d'octobre et où trouva la mort un officier bon catholique qui, à l'époque de l'assassinat du duc Charles III, avait publiquement déclaré que ce crime était dû à la franc-maçonnerie. Ce brave et loyal officier était le colonel Anviti. Lemmi, par ses affidés, amena contre lui la populace; une poignée de coquins lui chercha querelle dans la rue, et il fut mas-

(Fac-simile en réduction par la photogravure)

*Fam.: Ital.: Fed.:*

Indica: Lazaria 35.



sacré par cette bande scélérate (6 octobre). Farini se garda bien de faire arrêter et punir les coupables.

De Parme, l'émissaire de Mazzini se rend en hâte à Palerme ; il y arrive presque en même temps que Crispi. L'insurrection, projetée pour le 12 octobre, rate tout à fait. Francesco considère la partie perdue et se met à l'abri ; mais Adriano ne désespère pas, tout en manœuvrant dans l'ombre. Le directeur général de la police, Maniscalco, ouvre une enquête pour découvrir le mystérieux agitateur, qui semble se jouer du gouvernement. On est déjà en novembre. Le haut fonctionnaire de François II reçoit une lettre insolente, laquelle lui enjoint de quitter immédiatement la Sicile et qui est signée J. L., initiales d'un des faux noms adoptés par Lemmi. Comme vous pensez, le directeur général de la police ne se laisse pas intimider par cet audacieux défi.

Trois jours après, Maniscalco, revenant de la promenade de la Favorite, marchait à pied parmi la foule, selon son habitude, dans la rue Maqueda. C'est l'usage à Palerme ; à la promenade, toutes les classes se confondent, et les plébéiens coudoient les patriciens. Comme toujours, la foule était compacte. Tout à coup, du sein de cette houle humaine, un homme se rapproche de Maniscalco ; la lame d'un poignard brille dans l'air et va se plonger dans le cœur du directeur général de la police ; il tombe, on se précipite autour de lui ; la foule est en désordre, les femmes poussent mille cris. Dans le tumulte, l'assassin déchire d'un seul mouvement l'habit de papier qui le couvrait de la tête aux pieds, en jette les débris par terre et se perd comme par enchantement parmi le peuple, c'est-à-dire parmi ses complices inconnus qui jouent la surprise, l'indignation, crient plus fort que tout le monde et favorisent sa fuite. C'est un fait, qu'il fut impossible de le retrouver. Mais, dirai-je, la main de Lemmi était-elle étrangère à cet assassinat ?

L'année mémorable de 1860 arrive. Garibaldi, grand-maître général du rite maçonnique de Memphis et Misraïm, trouva le terrain tout préparé en Sicile par le travail souterrain de la secte, quand le 11 mai il débarqua à Marsala. Mais encore son expédition n'aurait pas réussi, si la plupart des généraux et des principaux fonctionnaires de François II n'avaient pas été achetés par l'or piémontais.

Je n'ai pas l'intention d'en dire long, ni même de résumer, à propos de cette aventure qu'on appelle la campagne des Mille. Par de nombreuses révélations déjà faites, on sait que là encore c'était une comédie jouée par Cavour devant l'Europe (1). L'expédition de

Garibaldi, organisée à Gênes par le docteur Bertani, censément était un acte de l'initiative du fameux condottiere, et le gouvernement de Victor-Emmanuel publiquement le désavouait. En réalité, Cavour fournissait l'argent par des mandats sur M. Bombrini, directeur de la Banque.

Une preuve irréfutable, c'est celle-ci :

Au mois de juin (1860), le commodore américain William de Rohan, qui se joignait à l'entreprise, avait conduit en Sicile une seconde expédition de 3.400 volontaires, venant renforcer les Mille de Garibaldi. Puis, il retourna à Gênes pour prendre encore des hommes et les transporter à Palerme ; c'était le navire *le Washington*, qui devait faire cette troisième expédition, mais Bertani déclara au commodore qu'il n'avait plus d'argent. Celui-ci prend l'express pour Turin, voit Victor-Em-

quelques petits détails sur Cavour, lesquels sont le vrai portrait de l'homme.

L'historien libéral Zini avoue que Cavour ne voulait que des *garniments* autour de lui. Il tolérait les intrigants, mais éloignait les désintéressés et les modestes. Au commencement de son gouvernement, il songeait si peu à l'indépendance et à l'unité d'Italie, que du Congrès de Paris il écrivait à Rattazzi : « J'ai vu Daniele Manin, qui m'a parlé de l'unité et de pareilles moqueries. »

De la Rive, dans son éloge à Cavour, dit ses soins pour propager l'église protestante et vaincre la résistance des évêques, particulièrement ceux de la Savoie. Le Code punissait la vente des Bibles et la prédication hérétique ; mais Cavour « mettait un zèle infini à sauver les accusés, il en entreprenait la défense, la traitait presque lui-même près les magistrats et les interprètes de la loi. »

Cesare Balbo appliquait à Cavour une épithète pas du tout propre. Massimo d'Azeglio écrivait à Persano que Cavour a dit : « Si nous faisons pour nous ce que nous faisons pour l'Italie, nous serions des grands fous. » Et ailleurs : « Les affirmations de Cavour personne ne les prend au sérieux ; ce cher homme est arrivé au point que la seule chose qu'on croit impossible c'est précisément celle qu'il affirme... Il a des instruments, pas des collaborateurs. » Et à Torelli, en juin 1861, d'Azeglio écrivait : « Cavour avait créé le vide autour de lui, et tout se faisait par lui seul, moyennant des instruments. »

Le journal de Mazzini le dénonçait : « Sceptique, méprisant des principes, charlatan de paroles, propre à faire le mal par tous les moyens du mal. » Le socialiste Proudhon (Correspondance, vol. IX) dit : « Cavour me paraît un grand fripon, qui met le feu à l'Europe pour se soustraire à la banqueroute. »

Le comte de Rigaon, maire de Turin, en un discours au roi, a dit : « Qui a fait l'Italie ? Cavour. » Mais Cavour avait déjà dit à la Chambre Subalpine que l'Italie c'est Garibaldi qui l'avait faite ; Garibaldi à son tour reconnaissait que c'était Mazzini le facteur de l'Italie.

Qu'est-ce que nous devons en conclure ? Que l'Italie moderne a été faite par la ruse unie à la trahison, par la force effrénée et par les sectes, par trois hommes qui ne connurent jamais les premiers éléments de la moralité, de la justice et de l'ordre, par trois hommes qui furent le vrai châtiment de Dieu pour l'Italie qui a voulu non seulement les subir, mais les glorifier ? C'est vrai que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent.

(1) Il n'est pas mauvais que je donne ici au lecteur

manuel en personne, et le roi demande à en référer à Cavour. Une heure après, un aide de camp de S. M. apportait au commodore la lettre suivante :

27 juin 1860.

Commandant,

Je vous renvoie ci-inclus les deux lettres de Médiçi (général garibaldien), que vous mettrez dans d'autres enveloppes et livrerez à Cavour.

**J'ai déjà donné trois millions à Bertani.**

Retournez immédiatement à Palerme pour dire à Garibaldi *que je lui enverrai Valerio en place de La Farina* ; et QU'IL S'AVANCE **IMMÉDIATEMENT** SUR MESSINE, Francesco (le roi de Naples) étant sur le point de donner une constitution aux Napolitains.

Votre ami,

VICTOR-EMMANUEL.

La publication de ce document a été faite à Rome même, et en 1881, c'est-à-dire le fils de Victor-Emmanuel régnant dans la Ville Éternelle, par le journal *Fanfulla*, qui insérait une relation du commodore William de Rohan, racontant tous ces faits et produisant les documents à l'appui de son dire. Or, puisque le gouvernement italien a toujours nié que Garibaldi ait été son instrument, et puisque ce document prouve ce que vaut cette négation, on pense que le *Fanfulla* aurait été saisi et son directeur mis en jugement, s'il avait publié une pièce fautive. Mais le gouvernement n'a pas protesté, n'a rien dit, parce qu'il était obligé de s'incliner devant l'apparition de la vérité aussi évidente.

Je crois qu'après l'insertion de cette lettre dans mon livre il n'y a plus guère besoin de rien dire sur la connivence du roi et de Cavour avec Garibaldi (1). Victor-Emmanuel ne s'est

(1) Toutefois, je crois devoir rappeler, du moins en note, qu'il y a d'autres preuves de cette connivence.

Ainsi, on possède une lettre de Garibaldi à l'amiral Persano, écrite parce que celui-ci, amiral du royaume piémontais, lui annonçait qu'il venait le seconder. C'est Persano lui-même qui a publié cette lettre et les suivantes, dans un jour de dépit contre le gouvernement italien.

« Palerme, 15 juin 1860.

« Amiral,

« Vous m'avez donné, en vérité, une bien agréable nouvelle, et je vous en atteste toute ma gratitude ; sous votre égide toute-puissante, je suis tranquille. — Je crois, comme vous, qu'il vaut mieux que la flotille vienne directement ici.

« J'ordonne donc à Médiçi d'entrer immédiatement dans le petit port, où je l'attendrai.

« GARIBALDI. »

Le prince Eugène de Savoie-Carignan, de son côté, machinait contre François II, ainsi que cela résulte de la lettre suivante adressée de Turin au même Persano, sous la date du 1<sup>er</sup> août 1860

« Mon cher Persano,

« Je me réjouis avec vous et je vous fais mes compliments pour la manière distinguée dont vous avez rempli l'importante et difficile mission qui vous était

nullement laissé faire violence, comme les journalistes officiels l'ont répété sur tous les tons. Tout ce qui s'est passé en 1860 était réglé d'avance ; mais ce qu'il fallait, c'était sauvegarder les apparences et tromper la diplomatie russe et autrichienne qui n'était pas dans le secret, et c'est pour cela que Cavour s'est servi de Garibaldi, qui jouait (peut-être inconsciemment) le rôle d'un révolutionnaire indiscipliné et prenant pour lui seul la responsabilité de ses aventures.

confiée, et en même temps je vous remercie de m'avoir tenu au courant des événements politiques en Sicile.

« J'espère que tout ira bien, même à Naples.

« J'ai écrit au comte de Spanense qu'il plaçât toute sa confiance en vous comme en un ami intime.

« Le baron Nisco se présentera certainement à vous, avec un billet d'introduction de ma part. Je vous le recommande. Au besoin, protégez-le, et offrez-lui un refuge sur l'un de vos navires. — J'ai l'entier espoir que tout se terminera par le triomphe de la cause de l'unité et de l'indépendance italienne. Mais, pour cela, il faut de la prudence et une certaine discrétion.

« EUGÈNE DE SAVOIE. »

Cavour, en même temps et sous la même date, écrivait lui aussi à l'amiral Persano une lettre ainsi conçue :

« Monsieur l'amiral,

« Ainsi que je vous l'avais fait savoir par le télégraphe, le gouvernement désire que, si une révolution éclatait à Naples, vous acceptiez la dictature, dans le cas où elle vous serait offerte par le peuple. Si l'offre était faite à Villamarina, ce qui serait un mal, Villamarina devrait également accepter, afin d'éviter le plus grand des périls, celui de voir tomber le pouvoir entre des mains faibles ou infidèles.

« Que vous ayez ou non la dictature, vous devrez assumer immédiatement le commandement de la flotte napolitaine et occuper les forts avec les bersaglieri et l'infanterie de marine, et assumer au besoin, provisoirement, le commandement de l'armée.

« Vous rassemblez à Naples ou dans le voisinage de cette ville, toute la flotte napolitaine, en éloignant tous les officiers dévoués au roi et en les remplaçant par des libéraux éprouvés.

« Devant expédier immédiatement une division piémontaise composée des brigades d'Aosta-Piémonte à Naples, vous aurez soin d'envoyer à Gênes un certain nombre de bâtiments napolitains et de nos navires pour la transporter.

« Si la révolution ne se fait pas avant l'arrivée de Garibaldi, nous nous trouverons dans une situation des plus graves. Mais ne nous décourageons pas pour cela. Vous vous emparerez, si vous pouvez, de tous les forts, vous réunirez la flotte napolitaine et la flotte sicilienne, vous donnerez à tous les officiers des brevets, vous leur ferez prêter serment au roi et au statut, et puis nous verrons. — Amiral, le roi, le pays et le ministère ont pleine confiance en vous. Suivez, autant que possible, les instructions que je vous envoie ; mais, s'il arrivait des cas imprévus, faites pour le mieux, afin d'atteindre le but suprême que nous nous proposons : constituer l'Italie sans nous laisser vaincre par la révolution.

« CAVOUR. »

Voyons maintenant une lettre très curieuse envoyée de Naples par Persano au comte de Cavour, en date du 31 août 1860 :

« Excellence,

« J'ai dû distribuer d'autre argent ! Vingt mille ducats à Devincenzi, deux mille ducats au consul Fasciotti, sur l'ordre du marquis de Villamarina, et

Quant aux Napolitains qui ont trahi leur roi, c'est un fait avéré. Les uns ont agi par ambition et cupidité, comme Nunziante qui a reçu quatre millions ; les autres étaient déjà acquis secrètement à la révolution, comme Liborio Romano, ministre de François II, lequel fut sans la moindre honte le ministre de l'intérieur du cabinet formé à Naples par Garibaldi. Liborio Romano était depuis longtemps un des chefs de la maçonnerie dans les Deux-Siciles, et il présidait le Consistoire Ecossais de Naples, quand il mourut en 1868 ; on comprend par là combien il était d'accord dès le début avec le grand-maître Cavour, le grand-maître Garibaldi et le grand-maître Mazzini.

Voici ce qui a été écrit par un franc-maçon désabusé, Pietro Borelli, sous le pseudonyme de Flaminio, dans la *Deutsche Rundschau*, en octobre 1882 :

« Il ne faut pas qu'on croie en Europe que l'unité italienne avait besoin, pour se réaliser, d'une nullité intellectuelle comme Garibaldi. Les initiés savent bien que toute la révolution de Sicile a été faite par Cavour, dont les émissaires militaires, habillés en colporteurs, parcouraient l'île et achetaient à prix d'or les personnes les plus influentes. Le général, qui commandait la flotte et l'armée devant Palerme, fut corrompu. Celui qui commandait à Naples reçut pour sa part deux millions. L'expédition de Garibaldi, avec ses fameux Mille dont le mauvais équipement n'était pas capable d'un engagement sérieux, ne fut pas autre chose qu'une comédie grotesque que l'on joua devant l'Europe pour décharger la responsabilité du gouvernement piémontais. Garibaldi lui-même avait perdu tout courage à la bataille du Volturne et fut trouvé par Nino Bixio caché dans un tombeau. « Aujourd'hui, lui dit celui-ci, il faut vaincre ou mourir. » L'arrivée des bersagliers piémontais le sauva et gagna la bataille. »

Mais je crois que ce qui montrera le mieux ce qu'a été l'unification de l'Italie, non seulement pour la prétendue conquête des Deux-

quatre mille ducats au comité. Bien que tout cela soit exécuté d'après les mesures que j'ai établies, sans qu'un seul sou passe par nos mains, cette question d'argent a fini cependant par me fatiguer. En vérité, ce n'est pas mon affaire. Je me suis vu forcé de me disputer avec Devincenzi en présence de Villamarina ; il me demandait plus de vingt mille ducats, et je ne voulais pas même lui en donner autant. »

Cette comédie de l'unité d'Italie s'est accomplie à force de trahisons, de lâchetés, d'infamies de toute sorte, d'argent dépensé sans compte pour payer les prétendues manifestations spontanées des populations ; et François II, le grand-duc de Toscane, le duc de Parme, le Souverain Pontife, ont tous été victimes des complots sortis de la pensée infernale de Mazzini, de Cavour, de Garibaldi et compagnie.

Cavour, dans sa lettre à Persano, fait mention du marquis de Villamarina. Ce Villamarina, en 1860, était ambassadeur du roi de Piémont à la cour du roi François II de Naples qu'il trahissait ignoblement ; c'était partout le rôle des ambassadeurs piémontais.

Siciles, mais pour toutes les annexions, c'est le témoignage désintéressé de Carletti.

Carletti était le principal agent de Cavour. Après Villafranca, Cavour le donna à son compère Farini, le médecin improvisé dictateur à Modène et à Parme, pour être le chef de sa police politique. Carletti resta attaché à Farini, quand celui-ci devint ministre de l'intérieur, et il le précéda à Naples, toujours comme chef de la police politique, lorsqu'il y fut envoyé avec le titre de lieutenant du roi d'Italie. Donc, Carletti a été un haut fonctionnaire et un de ceux les mieux placés pour savoir beaucoup de choses, puisqu'il avait à agir lui-même. Ce qu'il a fait dans l'accomplissement de sa fonction n'est pas beau ; mais, en étant mêlé à toutes ces machinations, il est arrivé à se convaincre, par tout ce qu'il a vu, que les populations n'étaient pas vraiment dévouées à l'idée de l'unification et qu'elles préféraient au contraire l'ancien système des pays autonomes, quitte à se mettre en fédération. Et c'est là l'avenir réel de l'Italie ; car l'unité a été imposée aux peuples par la force du gouvernement piémontais, s'appuyant sur les minorités infimes des révolutionnaires capables de tous les crimes.

Honnêtement, Carletti a donné sa démission de chef de la police politique, une fois convaincu qu'il avait prêté la main à une politique sectaire allant contre les véritables vœux du pays, et il a écrit ses mémoires, dont une partie a été réimprimée par le rédacteur en chef du *Contemporaneo*, de Florence. A ce sujet, je répète ce que je disais tout à l'heure ; également, ces révélations-là n'ont pas été poursuivies par le gouvernement italien, et rien même n'a été démenti.

Je vais en citer quelques passages, d'autant mieux que cela me dispensera de parler, après la question de Naples, de celle des Marches et de l'Ombrie ; on sait que c'est dans la même année (1860) que le Piémont a encore arraché ces deux provinces au Patrimoine du Saint-Siège, sans l'ombre d'un prétexte. Récemment, je lisais un beau livre de M. le marquis de Ségur, intitulé *les Martyrs de Castelfidardo* ; j'ai vu par là que la vérité n'est pas encore bien connue en France sur la mort du général de Pimodan à cette bataille.

L'extrait que je donne nous édifiera d'abord sur la manière dont les élections et les plébiscites ont été faits sur la question de l'annexion des divers Etats au royaume piémontais :

« Nous nous étions fait remettre les registres des paroisses pour dresser les listes des électeurs. Nous préparâmes tous les bulletins, pour les élections des parlements locaux, comme plus tard pour le vote de l'annexion. Un petit nombre d'électeurs se présentèrent pour y prendre part ;



mais, au moment de la clôture des urnes, nous y jetions les bulletins, naturellement dans le sens piémontais, de ceux qui s'étaient abstenus ; non pas tous pourtant, cela va sans dire, nous en laissions un certain nombre suivant la population du collège. Il fallait bien sauver les apparences, du moins vis-à-vis de l'étranger ; car sur les lieux on savait à quoi s'en tenir.

« Qu'on ne se récrie pas ; je n'exagère rien, tout cela est de la plus scrupuleuse exactitude. Eh ! mon Dieu ! en France, où le peuple est habitué au fonctionnement électoral, où la formation du bureau est à peu près sérieuse, de semblables altérations du scrutin n'ont pas été rares et ne le sont pas encore. On s'explique donc sans peine la facilité avec laquelle ont pu réussir de telles manœuvres dans des pays tout neufs à l'exercice du suffrage universel, et dont l'indifférence et l'abstention servaient merveilleusement la fraude, en faisant disparaître tout contrôle. Nous nous y prenions du reste de façon à rendre parfaitement illusoire les garanties de publicité et les moyens de surveillance. Dès avant l'ouverture du vote, des carabiniers encombraient les salles du scrutin et leurs abords. C'était toujours parmi eux que se choisissaient le président du bureau et les scrutateurs. Nous n'étions donc pas gênés de ce côté-là. Dans certains collèges, cette introduction en masse, dans l'urne, des bulletins des absents, — nous appelions cela compléter le vote, — se fit avec si peu d'attention que le dépouillement du scrutin donna plus de votants que d'électeurs inscrits. On en fut quitte pour une rectification au procès-verbal.

« Pour les bulletins négatifs ou hostiles au Piémont, nécessaires pour donner au vote un air de sincérité, nous nous en rapportions aux électeurs eux-mêmes.

« En ce qui concerne Modène, je puis parler sagement de tout cela, puisque cela se fit sous mes yeux et ma direction. Les choses du reste ne se passèrent pas autrement à Parme et à Florence. De son côté, le dictateur (Farini) avait pris, lors des élections, toutes les mesures pour être sûr du parlement. Il obligea les candidats à signer d'avance deux décrets qu'il avait préparés. Le premier prononçait la déchéance de la maison d'Este ; le second prorogeait indéfiniment les pouvoirs du dictateur. Deux hommes seulement se refusèrent à signer : le banquier Amadeo Livi et le professeur Paglia ; ils ne furent pas nommés, c'est facile à comprendre.

« Lorsque Farini annexa, par un décret, les Romagnes à son gouvernement, qui prit alors le nom de province d'Emilie, Pepoli et Montanari se débarrassèrent de Cipriani, qu'ils avaient appelés eux-mêmes au gouvernement. — Le père de ce Cipriani avait fait faillite à Bolegna (Corse) ; son frère avait failli à Livourne, et lui-même avait fait banqueroute en Amérique : voilà l'homme appelé au gouvernement des Romagnes, à la place du légat du pape ! — On prit, pour s'en débarrasser, le prétexte d'un déficit de 20.000 francs, dont il était parfaitement innocent, mais que Pepoli, ministre des finances à Bologne, avait remis tout simplement à Montanari, ministre de l'intérieur, pour ses dépenses de police.

« Le but de ces annexions successives de Parme et des Romagnes au gouvernement de Farini n'a jamais été nettement expliqué. Voici en deux mots le vrai motif : le gouvernement français affectait une grande répugnance à laisser annexer les Romagnes au Piémont ; mais on savait qu'il ne s'opposerait pas à l'annexion de l'Emilie. Question de mots ! Et, pour cette annexion au Piémont de toutes ces provinces ainsi habilement groupées sous le seul nom d'Emilie, ce que j'ai dit plus haut des élections aux parlements locaux s'applique exactement à ce second appel au suffrage universel. Plus des quatre cinquièmes des payants de l'Emilie ne se sont jamais approchés de l'urne ! C'est là un fait tellement notoire dans l'Italie centrale, que j'aurais pu me dispenser de le signaler, si je n'avais écrit que pour être lu au delà des Alpes.

« Du reste, les manifestations qui précédèrent ou accompagnèrent le vote dans les villes, furent également organisées par nous. Tous les écriteaux dont les journaux piémontais firent grand bruit, et qui portaient, les uns : *Vive l'indépendance d'Italie !* d'autres : *Nous voulons pour roi légitime Victor-Emmanuel !* étaient envoyés tout imprimés de Turin, et nous les placions nous-mêmes à tous les balcons, à toutes les fenêtres ; et, malgré la liberté des suffrages, personne n'aurait osé les enlever. Pour les illuminations, on stimulait le zèle des habitants à peu près comme on faisait à Paris, en 1848, avec cette différence que les bandes n'étaient pas tirées du peuple, mais bien des agents piémontais et la plupart étrangers, payés et remplissant une consigne ; et gare aux vitres de ceux qui n'obéissaient pas assez vite aux cris impératifs de *lumi ! lumi !* L'archevêque de Naples en sait quelque chose.

« Après le vote de l'annexion, je suivis à Turin Farini, qui prit le portefeuille de l'intérieur. Dès le lendemain même de mon arrivée, il me faisait partir pour Rome, avec la mission de pousser à l'action le comité révolutionnaire de cette ville ; sur mes conseils, une démonstration fut organisée pour le 19 mars, à l'occasion de la Saint-Joseph (1). Nous ne dissimulons pas que nous n'avions aucune chance de succès dans une lutte, les Français fussent-ils restés l'arme au bras ; mais nous espérions intimider le pape, en l'abusant sur notre véritable force, et l'amener peut-être à quitter Rome, ce qui aurait entraîné le départ de l'armée française et assuré le succès. Mais la cour de Rome résista, et nous n'aboutîmes qu'à une échauffourée ridicule.

« Malgré cet échec, mon voyage ne fut pas perdu entièrement ; j'avais amené de Turin deux agents fort adroits, Biambilla et Bondinelli, que je parvins à faire entrer dans l'armée pontificale. Au moyen d'un système cryptographique convenu, ils devaient nous tenir au courant de ce qui se passait à Rome. Un peu plus tard et à diverses reprises, je fis entrer un certain nombre de carabiniers piémontais dans l'armée que créait alors le général de Lamoricière ; ils nous furent d'un grand secours à Castelfidardo.

(1) Il y eut, en effet, des troubles à Rome ce jour-là. Sous prétexte de fêter la Saint-Joseph, les perturbateurs célébraient *Giuseppe Garibaldi*.

« A mon retour de Rome, Farini me chargea, en sa qualité de ministre de l'intérieur, d'aller préparer la réception du roi, qui devait visiter officiellement « ses nouvelles provinces ». Je partis quelques jours avant la cour, avec cinquante carabiniers habillés à la française; je crois fort inutile d'entrer dans les détails de ce voyage; on a pu lire tout au long dans les journaux de l'époque, dont les récits sont à peu près exacts, si l'on tient compte de l'illusion théâtrale. Et qu'on ne s'imagine pas que ces derniers mots ne fassent allusion qu'à nous-mêmes, humbles, mais utiles comparses qui figurions le peuple dans ces représentations officielles; les principaux rôles eux-mêmes étaient parfois tenus par des personnages qui n'étaient rien moins qu'officiels. Ainsi, à Bologne, l'archevêque, Mgr Vialeprela, s'étant obstinément refusé à chanter le *Te Deum* qu'on lui demandait, et ayant pris, pour couper court aux dispositions plus modérées du chapitre, le parti énergique d'en suspendre tous les membres *à divinis*, trois aumôniers de régiments et douze élèves du séminaire de la Sapienza prirent la place du clergé épiscopal, et précédés de bannières pontificales qu'on s'était fait livrer par la sacristie, ils vinrent recevoir le roi sous le porche de la cathédrale de San-Petronio.

« Cependant, malgré tout notre zèle, nous ne pûmes empêcher qu'à Parme quelques cris de *Vive la République!* et à Pistoia des cris assez persistants *Du pain!* n'arrivassent jusqu'aux oreilles du roi. Ces deux manifestations intempestives amenèrent une cinquantaine d'arrestations, qui furent du reste les seuls incidents désagréables du voyage.

« Quelques jours après, je fus envoyé à Ancône pour engager d'autres carabiniers dans l'armée du pape, où nous en avions déjà un certain nombre; ce à quoi je réussis. Les instructions qu'avaient nos agents portaient sur trois points principaux: en garnison, provoquer le plus grand nombre possible de désertions à prix d'argent (ils avaient à cet effet caisse ouverte chez les consuls piémontais); en campagne et au combat, crier *Salve qui peut!* et se débarrasser des officiers pendant l'action. On sait comment ils remplirent leurs instructions à Castelfidardo!

« D'Ancône, je me rendis à Florence pour y organiser en comité les romains exilés à la suite de l'affaire du 19 mars. Ce comité fut installé dans l'hôtel de New-York, où les émigrés étaient hébergés aux frais du gouvernement de Toscane. Cette organisation se rattachait à l'envahissement des Marches et de l'Ombrie, qu'on préparait déjà.

« On sait quelle clameur souleva le départ de Garibaldi pour la Sicile. On sait que les Tuileries adressèrent au Piémont une demande d'explication (lettre de M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères de Napoléon III). Le ministre Cavour se défendit avec énergie d'avoir donné les mains à l'expédition de Sicile; il soutint qu'elle avait été organisée à son insu, et que Garibaldi s'était emparé, par la force, des deux bâtiments sur lesquels il s'était embarqué. Enfin, à l'appui de ses affirmations, il publia la fameuse lettre de Garibaldi qui se terminait par ces mots: « Sire, je ne vous désobéirai plus. » La France voulut bien prendre au sérieux ces explications. Fut-elle

vraiment dupe? Je l'ignore. Mais bref... veut-on la réalité des choses?

« Les deux bâtiments à vapeur ne furent pas enlevés de force, mais bien achetés par Garibaldi. Voici dans quelles conditions: Medici avait négocié l'affaire avec le propriétaire Rubattino (1). On était tombé d'accord sur le prix; mais Rubattino, à qui l'on n'avait pas caché la destination des vapeurs, se refusait à les livrer, sans paiement, sur la seule signature de Garibaldi (2). L'acte de vente fut dressé chez le notaire royal M<sup>e</sup> Badigni, rue du Pô, à Turin, et signé par le général Medici pour Garibaldi, Saint-Frond pour le roi de Piémont, Riccardi pour le ministre de l'intérieur Farini; et, comme on manquait de munitions de guerre, on fit voile pour Talamone, où le gouverneur du fort remit poudre, cartouches et armes, sur un ordre écrit du ministre de la guerre, Fanti (3). Enfin, lorsqu'arriva la note Thouvenel, on manda en toute hâte Riccardi, chef de cabinet et gendre de Farini, auprès de Garibaldi, pour le prier de se déclarer indépendant; ce qu'il fit par la lettre à Victor-Emmanuel dont nous venons de parler, et qui fut pendant plusieurs jours le sujet des commentaires inspirés des journaux piémontais. Je me borne à raconter.

« Garibaldi, alors maître de la Sicile, avait dirigé sur Livourne un certain nombre d'hommes sans aveu, que la révolution sicilienne avait fait apparaître, et qu'il ne pouvait parvenir à plier à aucune discipline; le cabinet piémontais les campa à Ponte-d'Era (Toscane), et mit à la disposition de Nicotera, prêtre apostat qui les commandait, plusieurs officiers pour les instruire. Ce camp parut menaçant pour la tranquillité du pape; la France en demanda la dissolution. Que fit-on? Quelques jours après, on voyait arriver à Livourne par le chemin de fer, Nicotera en tête, un régiment revêtu de l'uniforme garibaldien, qu'escortait la garde nationale; on l'embarqua immédiatement pour Palerme. C'était encore une mystification; les Tuileries étaient satisfaites; mais pas un homme n'avait quitté le camp de Ponte-d'Era. C'était bel et bien un régiment de l'armée régulière que l'on venait d'expédier en Sicile, sous les couleurs garibaldiennes. Nicotera avait reçu le brevet de colonel et 30.000 fr. pour se taire, au lieu de 40.000 qui lui avaient été pro-

(1) M. Rubattino est le directeur de l'importante compagnie de navigation italienne de ce nom.

(2) Bien connu pour n'avoir pas le sou.

(3) Dans sa relation de l'expédition des Mille, Garibaldi écrit: « Nous obtinmes à Talamone tout ce qui était disponible: le commandant du fort, Giorgini, en nous donnant toutes facilités, a bien mérité de la patrie. » Il est vrai que, pour masquer la connivence du roi, on infligea une réprimande publique au commandant Giorgini, qui pourtant n'avait livré les armes à Garibaldi que parce qu'il en avait reçu l'ordre (secret) du ministre de la guerre. Quelle comédie!...

Garibaldi écrit encore: « Tout près de Talamone, à San-Stefano, il y avait un autre fort, gardé par un bataillon de bersaglieri; le général Türr (un des Mille) y fut envoyé et put compléter ainsi nos munitions de guerre. » Il est évident que là aussi le commandant du fort avait reçu des ordres du ministre piémontais.



mis (1). Aussi ne se tut-il pas, et l'on n'a pas oublié les scènes scandaleuses du parlement de Turin.

« Pendant que, sous la casaque rouge, un régiment piémontais portait un puissant secours à l'expédition, le camp de Ponte-d'Era continuait à s'organiser, et, sitôt que tout fut prêt, les hommes qui le formaient pénétraient sur le territoire pontifical, ayant à leur tête le comité romain de Florence. Ils s'avancèrent en trois colonnes : la première sur Pérouse, sous les ordres de Sant'Angeli et Silvestrelli ; la seconde sur Urbino, avec Mustricola et Riquetti pour chefs ; la troisième sur Pesaro, commandée par Silvani et Trittoni.

« D'après le plan primitivement arrêté, les piémontais devaient attendre que les hommes qu'ils lançaient en avant eussent révolutionné les Marches et l'Ombrie et les appelassent pour y rétablir l'ordre. Mais, la situation de Garibaldi devenant inquiétante, la nécessité d'une prompte diversion fit mettre de côté des ménagements qu'on n'avait gardés jusqu'alors que pour satisfaire l'empereur (Napoléon III), désireux de ne pas froisser trop violemment l'opinion publique. L'armée piémontaise passa donc immédiatement la frontière.

« Le cabinet de Turin n'avait pas, du reste, — est-il nécessaire de le dire ? — pris une résolution aussi grave, sans s'être assuré que le gouvernement français continuerait de le couvrir du principe de non-intervention. La mission que Farini et Cialdini venaient de remplir à Chambéry avait

eu pour objet cette délicate négociation (1). Napoléon III, il est vrai, n'avait pas caché, en accordant une réponse favorable, que, pour décliner toute solidarité, il pourrait se voir dans la nécessité de rompre diplomatiquement avec Victor-Emmanuel ; mais cette éventualité n'inquiétait guère Turin ; et, à peine Cavour était-il rassuré du côté des Alpes que, le jour même où l'armée

(1) Cet incident de la visite de Farini et Cialdini à Napoléon III, à Chambéry, est une des nombreuses preuves de la véracité de Carletti.

Napoléon III s'était arrêté en pleine victoire, dans la guerre d'Italie, et il avait signé brusquement, sans consulter son allié, la paix de Villafranca, qui mécontenta beaucoup les Italiens. Il pensait qu'en aidant le roi de Piémont à prendre la Lombardie, la Toscane, les duchés de Parme et Modène, les Romagnes et les Légations, il avait exécuté d'une manière suffisante le testament d'Orsini, son frère à la Vente de Cesena ; mais, depuis lors, Mazzini lui avait fait savoir que la haute-maçonnerie ne le tenait pas quitte. Alors, il fallait bien qu'il laissât faire, sous peine de nouvelles bombes. D'autre part, Napoléon III, qui avait à ménager les conservateurs catholiques, ne voulait plus paraître encourager les autres annexions méditées par le Piémont. On lui promit la vie sauve. C'est pour cela qu'il a jusqu'à la fin joué la comédie, lui aussi, et quand il désavouait publiquement les actes de la révolution en Italie, les mazziniens ne lui gardaient pas rancune ; car ils savaient à quoi s'en tenir, c'est-à-dire que c'étaient simplement des paroles pour la galerie catholique. A Rome, Pie IX et Antonelli n'étaient pas dupes de la comédie ; mais ils ne pouvaient qu'en gémir. Le plan satanique de la secte internationale antichrétienne s'accomplissait.

Le *Moniteur*, journal de l'Empire français, n'a pas raconté ce qui s'est passé à l'entrevue de Chambéry entre l'empereur et les deux envoyés de Cavour. Napoléon III était venu au chef-lieu de la Savoie pour recevoir les hommages de ses nouveaux sujets ; Cialdini et Farini, de leur côté, lui apportaient les salutations de Victor-Emmanuel ; cela, c'était le prétexte de l'entrevue. La vérité, c'est que le monarque piémontais voulait s'assurer que l'empereur ne donnerait aucun ordre sérieux à l'armée française de Rome pour s'opposer à l'envahissement des Marches et de l'Ombrie qui allait s'effectuer. Et, en effet, à peine de retour de l'entrevue, Cialdini se mit à la tête de l'armée piémontaise et attaqua les faibles troupes pontificales, commandées par Lamoricière et Pimodan.

« Le 11 ou 12 septembre, a écrit M. de Quatrebarbes, gouverneur d'Ancône pour le pape, lorsque le brave colonel pontifical Sapi se défendait héroïquement à Pesaro dans une ville ouverte, un contre vingt, en face de l'armée piémontaise, le consul de France à Ancône, M. de Courcy, accourut en toute hâte au palais de la délégation que j'habitais. Il tenait à la main une dépêche télégraphique qu'il venait de recevoir, signée du duc de Grammont, ambassadeur français à Rome, et cette dépêche disait : « *L'empereur ne tolérera pas la coupable invasion des Etats pontificaux par le gouvernement piémontais* »... Je me rendis sur le champ avec M. de Courcy au palais consulaire, et nous convinmes que, pour arrêter l'effusion du sang qui coulait à flots dans une lutte inégale et impie, un des employés du consulat se rendrait immédiatement en poste à Pesaro, pour communiquer la dépêche de l'ambassadeur au général en chef de l'armée piémontaise. Quelques heures plus tard, le représentant du consul de France remettait effectivement cette dépêche au général piémontais, qui se contentait d'en donner un simple reçu, puis marchait en avant sans autre souci de la défense du gouvernement français.

« Je ne redirai pas ici les paroles attribuées aux

(1) Nicotera est mon compatriote calabrais ; il est né à San-Biagio, le 9 septembre 1828. Il avait participé d'abord au soulèvement des Calabres en 1848 : puis il passa dans l'armée de la révolution romaine, où Mazzini l'improvisa officier ; il fut blessé dans un combat contre l'armée française. Quand Pie IX rentra à Rome, il se réfugia à Turin, où il vécut obscurément jusqu'en 1857. A cette époque, sur l'ordre de Mazzini, il se joignit à Pisacane pour la tentative d'insurrection dont j'ai parlé plus haut. Fait prisonnier par l'armée de Ferdinand II à Sanza, il passa devant le conseil de guerre, fut condamné à mort ; mais le roi de Naples commua sa peine en celle des travaux forcés à perpétuité. Il la subissait dans l'île de Favignana, sur les côtes de Sicile, lorsqu'il fut rendu à la liberté par Garibaldi après la reddition de Palerme (6 juin 1860). On vient de voir, par l'extrait des mémoires de Carletti, quel fut son rôle à ce moment. Plus tard, il fit avec Garibaldi la campagne du Tyrol (1866) ; le colonel de Victor-Emmanuel était alors devenu aide de camp du général condottiere ; il commanda les volontaires de Naples, lors de l'expédition contre Rome (1867). Au parlement italien, il a été député de Salerne ; Victor-Emmanuel l'a créé baron. Il siégeait d'abord à l'extrême-gauche, puis à gauche où il était chef d'un groupe qui portait son nom. En mars 1876, il a eu le ministère de l'intérieur dans le cabinet formé par Depretis, franc-maçon comme lui et trente-troisième. C'est à Depretis que j'ai succédé dans le Suprême Conseil du Rite Ecossais. Nicotera a ensuite quitté le ministère en décembre 1877. Deux ans après, lui et Cairoli, le fameux garibaldien, renversaient Depretis. On sait que, depuis lors, pendant plusieurs années, les partis Cairoli et Depretis se remplacèrent successivement au pouvoir ; c'était, à tour de rôle, la mise en action de la devise : « Ote-toi de là que je m'y mette ». Nicotera est mort le 13 juin 1894, à Vico-Eguense, près de Salerne.



pénétrait dans les Marches, la *Gazette officielle* publiait des décrets nommant Pepoli et Valerio commissaires royaux des Marches et de l'Ombrie, Sant-Angeli général de la garde nationale, Silvestrelli intendant à Rieti, Masticola sous-commissaire à Ancône, Silvani sous-commissaire à Orvieto, Riquetti sous-commissaire à Pérouse, et Tittoni sous-commissaire à Pesaro; ces six derniers étaient des révolutionnaires expulsés des Etats pontificaux après l'affaire du 19 mars.

« Je n'ai pas à faire l'histoire de cette courte campagne des Marches, dont l'issue ne pouvait être douteuse avec la supériorité de nos forces et les éléments de décomposition que nous avions glissés dans l'armée pontificale. Je me borne à mettre au grand jour un fait connu de quelques-uns, soupçonné de quelques autres, complètement ignoré du plus grand nombre : **Oui, le général de Pineda est mort assassiné.** Au moment où il s'élançait à la tête de quelques hommes qu'il avait ralliés, pour charger une colonne piémontaise, un soldat, placé derrière lui, lui tira à bout portant un coup de fusil qui l'atteignit dans le dos. Ce soldat était ce Biambilla, que j'avais, quelques mois avant, fait engager à Rome. Il fut, arrivé au camp piémontais, nommé maréchal des logis dans les carabiniers, et il est aujourd'hui en garnison à Milan. Il n'avait fait du reste qu'obéir aux instructions de ses chefs.

« Quelques semaines avant l'entrée des Piémontais dans les Marches, j'avais été envoyé à Naples. Le cabinet de Turin commençait à concevoir une méfiance sourde à l'égard de Garibaldi. On savait que les mazziniens se donnaient beaucoup de mouvement à Naples, où se trouvaient réunis

généraux Fanti et Cialdini pour expliquer leur audace. L'*Indépendance Belge* les a fait en partie connaître, et elles m'ont été répétées par les témoins les plus dignes de foi. Je ne veux affirmer ici que les choses que j'ai vues et entendues, et aucun démenti au monde ne peut empêcher le récit d'être vrai. »

Aucun démenti ne fut opposé à M. de Quatrebarbes.

Quant à ce qui a été dit par Napoléon III à Chambéry, parlant à Cialdini et Farini, on le sait fort bien. M. de Becdelièvre, colonel des zouaves pontificaux, fut un des prisonniers de l'armée piémontaise à cette époque. Interné à Recanati, après la capitulation de Lorette, il eut avec le général Cuggia, qui commandait en second sous les ordres de Cialdini, la conversation suivante qu'il rapporte dans son livre *Souvenirs de l'armée pontificale* :

« — Ne craignez-vous pas, lui demandai-je (c'est M. de Becdelièvre qui parle), que la France ne vous arrête ? N'avez-vous pas lu la dépêche du duc de Gramont au consul d'Ancône, lui disant que l'empereur s'opposera par la force à vos envahissements ?

« — Oh ! me répondit Cuggia en riant, nous en savons plus long que votre duc. Vendredi dernier, notre général en chef, Cialdini, déjeunait à Chambéry, où, après avoir demandé des conseils sur ce qu'il avait à faire, il lui fut répondu : « *Entrez, et faites vite !* »... Aussi, vous le voyez, nous allons vite. »

On ne dira pas après cela que le témoignage de Carletti est sans valeur, puisqu'il est victorieusement confirmé. C'était bon de faire bien connaître les mystères de cet épisode de l'unification italienne. Et je pense qu'on me saura gré d'avoir publié ces passages trop peu connus des mémoires de l'ancien chef de la police politique des Cavour et Farini ; on a fait disparaître l'ouvrage qui les publiait, et c'est pour cela que j'en réimprime ici des parties très importantes.

leurs principaux chefs : Mazzini, Aurelio Saffi, Mordini, Alberto Mario. On craignait que Garibaldi, sans intelligence politique et plus que médiocre administrateur, ne se laissât circonvenir par les menées des républicains, et qu'enfin cette révolution napolitaine, dont les rapides résultats, il faut bien le dire, étaient moins dus aux armes de l'aventureux général qu'à l'argent du Piémont, ne tournât à la confusion de Turin. Bref, le ministère voyait déjà se dresser le fantôme de l'Italie méridionale constituée en République, sous la présidence de Garibaldi. Ces craintes furent, au moins autant que la position embarrassée de l'armée méridionale devant Capoue, les raisons déterminantes de la brusque invasion des Marches. Ma mission était donc de m'assurer du véritable état des choses et de combattre les influences qui pourraient détourner Garibaldi des intérêts piémontais.

« Je trouvai Naples dans le plus incroyable désordre, le camp de Caserte dans un désordre plus incroyable encore. L'armée regorgeait de femmes : milady White (1) et l'amirale Émile en

(1) Plus exactement, miss Jessie White.

Garibaldi a raconté, dans sa relation des Mille, comment il fit la connaissance de miss Jessie White :

« Le 1<sup>er</sup> octobre, écrit-il, le combat s'était engagé avant l'aube, et, dans le fort de la bataille, vers les trois heures après-midi, je me trouvais complètement à jeun. Je m'occupais à former les colonnes d'attaque des réserves qui m'étaient arrivées de Caserte, pour les lancer sur l'ennemi entre Sant-Angelo et Santa-Maria, quand m'apparut un ange tutélaire sous les traits gracieux et intrépides de Jessie. Son apparition me frappa et me rappela la généreuse et chevaleresque nation qui m'a comblé de tant de marques d'une sympathie au-dessus de mes mérites. A mes yeux, elle en était l'emblème, d'autant plus qu'elle se présentait accompagnée d'un jeune marin, en uniforme de la flotte anglaise, portant un panier rempli de toutes sortes de provisions.

« Si ce n'était pas là une bonne fortune, je demande qu'on m'en indique de meilleures. A part moi, je me disais : « Ceci est de bon augure ». J'avais grand faim et j'aurais peut-être cédé à la tentation. Mais un obus qui éclata à peu de distance, et dont un fragment m'atteignit à la cuisse gauche, me rappela à mon devoir. Je remerciai la charmante femme et la priai de se retirer ; ce qu'elle ne fit qu'à regret. »

Garibaldi ajoute en note :

« L'escadre anglaise, à l'ancre dans la rade de Naples, compta, ces jours-là, plusieurs déserteurs qui venaient grossir nos rangs. Telle était la sympathie de cette brave nation pour la liberté italienne. »

Ainsi, on le voit, non-seulement François II fut trahi par un grand nombre de ses généraux, mais encore l'Angleterre se comporta vis-à-vis de lui avec perfidie. C'était lord Palmerston qui avait commandé à l'escadre anglaise de venir mouiller dans les eaux du golfe napolitain. On comprend bien que l'escadre n'avait rien à faire là, puisque le cabinet de Londres s'était déclaré neutre. Mais la neutralité était un mensonge. Les soldats anglais, c'est Garibaldi qui le reconnaît, quittaient les vaisseaux de l'escadre et venaient grossir l'armée révolutionnaire. A qui fera-t-on croire que ces soldats étaient réellement déserteurs ? Quand Garibaldi n'eut plus besoin d'eux, ils rentrèrent tranquillement à leur bord, et on n'a jamais entendu dire qu'un seul ait passé devant le conseil de guerre de l'Amirauté anglaise. — En 1858, c'était un navire anglais qui avait débarqué dans les Calabres la bande de révolutionnaires à la tête de laquelle étaient Pisacane et Nicotera.

Miss Jessie White fit aussi à Naples la connaissance

étaient les héroïnes ; les nuits se passaient en orgies. Garibaldi n'était plus reconnaissable quand il ne satisfaisait pas sa passion de popularité en se faisant acclamer dans les rues de Naples ; il partageait son temps entre milady et Alexandre Dumas (1) qui le suivaient partout. Il ne voyait rien, ne s'occupait de rien, et laissait les choses aller à vau-l'eau. A la faveur de cette insouciance, Naples était l'objet d'une exploitation en règle de la part des Conforti, des Scialoja, des Cardona, des Imbriani, des Tefano, etc. Je n'entrerai pas ici dans des détails ; on les trouvera dans la brochure que je prépare sur les affaires de Naples.

« Au point de vue politique, la situation du royaume de Naples était de nature à inspirer de graves inquiétudes au gouvernement du Piémont. Les bourbonniens, un moment étourdis par la brusque et inexplicable apparition de Garibaldi, commençaient à envisager les événements avec plus de sang-froid et à se compter ; on sentait les premiers mouvements des Abruzzes prêtes à se soulever contre les nouveaux venus. D'un autre côté, les mazziniens travaillaient l'esprit faible de Garibaldi, autour de qui ils comptaient de nombreux partisans.

« Des piémontais, il n'en était plus question. Il suffisait d'un mot de Garibaldi, ou d'un avantage de l'armée de François II, pour renverser de fond en comble les espérances des piémontais. Devant cette situation que j'exposai longuement au ministère, il ne pouvait hésiter, sans manquer à son programme d'unité italienne, qu'il savait au fond avoir payée de son argent ; aussi n'hésita-t-il pas.

« J'étais encore à Naples, lorsque Farini y arriva avec le titre de lieutenant du roi ; je demeurai attaché à son administration, comme chef de la police politique. L'ancien gouverneur de l'Emilie arrivait à Naples plein de foi dans son habileté et dans l'avenir ; au bout de peu de mois, il partait désillusionné et profondément découragé. Après lui, furent bientôt usés et le prince de Carignan, et Constantin Nigra, et Ponza di San-Martino, et Victor-Emmanuel lui-même, quoique présenté par Garibaldi, et Cialdini, malgré l'appui des mazziniens eux-mêmes.

« J'ai quitté Naples avec Ponza di San-Martino : en arrivant à Turin, ma démission m'a rendu ma liberté...

« L'expérience que j'avais acquise avait singulièrement modifié mes idées. Ayant touché les choses du doigt et connaissant mieux les besoins et les

d'Alberto Mario, franc-maçon mazzinien et renommé socialiste, qui l'épousa. Aujourd'hui elle est veuve, et elle est M<sup>me</sup> Jessie Mario-White. Elle écrit avec beaucoup de talent ; elle était l'inspiratrice de son mari, et grand nombre des articles de la *Lega della Democrazia*, signés de lui, étaient d'elle en réalité.

(1) Alexandre Dumas père était ce que, dans l'argot boulevardier parisien, on appelle « un bon gobeur ». Il s'était de Garibaldi enthousiasmé à outrance, et, lorsqu'il apprit l'expédition des Mille, il arriva vite avec son yacht ; bien entendu, à son arrivée, Palerme s'était déjà rendue aux troupes du condottiere. Le bon gros Dumas joua dès lors le rôle de mouche du coche. A Naples, il était l'organisateur de tous les grands festins ; on sait que la gourmandise était son péché mignon.

aspirations de l'Italie, je commençais à douter grandement du couronnement de l'édifice, dont les bases jetées à Plombières, avaient été si démesurément élargies. Je voyais le Piémont accepté avec répugnance et comme une transition par la Lombardie, s'imposant par la surprise et par des manœuvres à Parme, à Modène et dans l'Italie centrale, et se maintenant à grand-peine et à force de sang (1) dans le royaume de Naples que quelques hommes venaient de lui vendre. Je n'avais aperçu nulle part cet enthousiasme pour l'unité italienne, qu'imbu des idées piémontaises je m'étais attendu à voir éclater de tous côtés : j'avais, au contraire, retrouvé partout, dans toute sa vivacité, l'instinct de l'indépendance locale. Partout enfin le Piémont était regardé comme un étranger et un usurpateur.

« En face de pareils sentiments, j'étais bien obligé de reconnaître que le véritable drapeau du

(1) Pour qu'on ait un aperçu des crimes qui ont été commis en 1860 dans mon pays, il suffira que je cite un extrait du rapport envoyé à toutes les cours par le général marquis d'Ulloa, un des rares royalistes qui restèrent fidèles à François II :

« Les généraux traîtres et étrangers, les Pianelli, les Nerin, les Galateri, les Fumel, etc., en envahissant les Etats napolitains, annoncèrent une guerre d'extermination, dans laquelle la pitié était un crime. Cialdini, qui peut se glorifier d'avoir ordonné plus de fusillades pendant la courte durée de sa lieutenance que tous les pouvoirs antérieurs, adressait, le 28 octobre, à tous les officiers sous ses ordres, cette proclamation : « *Faites publier que je fusille tous les paysans armés que je prends ; j'ai déjà commencé, et partout où les insurgés (défendant leur patrie et leur nationalité contre l'envahisseur) sont tombés entre les mains des Piémontais, ils ont été fusillés, sommairement et sans miséricorde.* »

« On a vu des sacrifices humains de 40 ou 50 prisonniers à la fois. A Monteciflano, par exemple, sur 80 prisonniers, 47 furent passés par les armes ; à Montefiascone, 50 hommes, réfugiés dans la maison même de Dieu, y furent égorgés ; à Montecoglioso, un capitaine fit enfermer dans une chaumière 12 laboureurs qui ne l'avaient pas bien renseigné sur la marche des « insurgés » et les brûla vifs en présence de leurs familles.

« Du temps de Garibaldi, des populations entières ont assisté aux massacres d'Ariano, de Trasso, de Paduli, de Montemiletto, de Terrecusi, de Panepisi, de Sant'Antimo, d'Isernia, de Castellacia, de Castelsarraceno, de Carbone, de Lutronico, pacifiques asiles de l'agriculture et de l'industrie.

« Sous la conquête piémontaise, on a vu la destruction de San-Marco-in-Lunis, de Viesti, de Cotronei, de Spinello, de Rignano, de Barrile, de Vico-di-Palma, de Campo-di-Miano, de Guardia-Reggia, à la suite d'ignobles scènes de pillages, de viols et de sacrilèges. Qui enfin n'a pas entendu l'affreux récit de la destruction et de l'incendie de Ponte-landolfo et de Casalduni ?...

« D'après les chiffres officiels, communiqués par le ministère de l'intérieur de Turin, bien au-dessous de la réalité sans aucun doute, et rapportés par le *Porta-foglio Maltese*, il y aurait trente mille Italiens mendiant leur pain sur la terre étrangère à la suite de l'annexion, quatre-vingt mille privés de leur position à l'intérieur et réduits à la misère ; le nombre des fusillés et massacrés, on avoue qu'il s'élèverait à plus de dix-huit mille, et les Napolitains emprisonnés en une seule année dépasseraient quatorze mille. »

On reconnaîtra qu'une annexion, faite dans ces conditions-là, ne saurait être proclamée avoir eu lieu par le vœu des populations.



mouvement italien n'avait pas cessé d'être l'indépendance et n'avait JAMAIS été l'unité. »

Je crois qu'on me saura bon gré d'avoir remplacé le récit de la guerre annexionniste de 1860 et la chronologie de ses batailles, que tout le monde connaît, par cet exposé documenté des dessous politiques des événements. On sait ce qui a été vu sur le théâtre ; mais on ignore ce qui s'est passé dans les coulisses.

Maintenant, le lecteur a bien compris comment était dirigée l'action.

Tout s'est opéré par la franc-maçonnerie. Les trois principaux facteurs sont des grands-maîtres.

Au-dessus de tous, c'est lord Palmerston, le patriarche de la haute-maçonnerie politique, telle qu'elle fonctionnait à cette époque, bornant son œuvre à l'Europe et agissant par influences personnelles de chefs sur chefs, sans avoir encore cette organisation perfectionnée que nous verrons s'établir ensuite, en 1870.

Puis, c'est le travail parallèle du grand-maître Cavour et du grand-maître Mazzini, qui représentent l'un et l'autre deux courants maçonniques, partis de deux sources différentes pour confluer, le premier hypocritement, et le second impétueusement, à la destruction de la Papauté, qu'on espère submerger par l'unification de l'Italie.

Cavour veut l'unité, mais en gardant la monarchie, en la conservant constitutionnelle, et en implantant pour toujours la maison de Savoie d'un bout à l'autre de la péninsule.

Mazzini, qui a échoué dans ses tentatives de 1848 où il voulait républicaniser tous les peuples, et qui, à cause de son insuccès, est obligé d'incliner son influence devant celle de Palmerston, se résigne à l'acceptation de la monarchie piémontaise gouvernant l'Italie unifiée, mais c'est à titre de transaction, en attendant que les peuples soient mûrs pour la république.

Le capitaine de la franc-maçonnerie, et par conséquent l'instrument de Palmerston, Cavour et Mazzini, c'est Garibaldi, autre grand-maître.

Quant aux deux monarques, qui jouent leur rôle dans cette tragi-comédie, Napoléon III et Victor-Emmanuel II, ils cèdent à deux considérations tout à fait différentes dans leur action. Le premier ne marche qu'à contre-cœur ; on sent qu'il regrette son ancien serment de carbonaro ; il sait ce qui se trame, il voudrait bien ne pas être engagé dans cette méchante affaire ; mais il tient à sa couronne, et par conséquent il lui faut ménager à la fois les mazziniens et les conservateurs catholiques ; c'est de là que viennent ces pas en avant, ces brusques arrêts, ces demi-reculs, qui étonnent l'historien, de là sa conduite pleine d'hésitations et de contradictions ; aussi, il n'a pas satisfait les mazziniens et il s'est finalement

aliéné les catholiques ; et tout cela pour conserver son trône ! Infortuné Napoléon III, ce n'était pas fait pour lui porter bonheur, son triste règne était marqué par Dieu pour aboutir à Sedan... L'autre, Victor-Emmanuel, travaille d'un cœur joyeux à l'unité italienne, puisqu'elle doit se réaliser à son profit ; du moins il le croit ; dans sa pensée, il se juge habile homme, et gaiement il se fait tirer les marrons du feu par Garibaldi ; il est convaincu qu'il se sert de Mazzini, parce que sa réussite lui vient surtout des agitateurs révolutionnaires. Aveugle roi ! il n'a pas vu que c'est au contraire la révolution qui s'est servie de lui, et qu'à raison même de l'unité italienne accomplie, maintenant la maison de Savoie est prisonnière de la révolution, c'est-à-dire de la franc-maçonnerie.

Donc, en toute cette action, ceux qui connaissent les derniers secrets de la secte aperçoivent, en dehors de l'inspiration du patriarche Palmerston, les deux politiques maçonniques différentes, mais convergentes vers le même but, de Cavour et de Mazzini, et elles marchent d'accord en ce qui concerne le premier résultat à obtenir ; la preuve en est dans ce que Garibaldi est mis en avant aussi bien par Cavour que par Mazzini ; tous les deux le poussent, le soutiennent, l'un fournissant l'argent, l'autre les soldats volontaires, celui-ci fomentant les émeutes qui serviront de prétexte aux envahissements, celui-là payant les trahisons qui faciliteront les succès de l'armée annexionniste.

Mais, tout en travaillant parallèlement à l'unité et en s'appuyant l'un sur l'autre, Mazzini et Cavour ont chacun une action occulte, personnelle, absolument distincte ; et les secrets de cette action occulte, ils ne se les communiquent pas. Chacun, dans l'œuvre mystérieuse, a son agent en chef, son homme de confiance. Le principal agent secret de Cavour, c'est Carletti ; le principal agent secret de Mazzini, c'est Lemmi.

Lemmi, qui avait quitté en décembre 1843 Livourne, sa ville natale, non pas comme un conspirateur ayant à redouter la main de la police politique, mais comme un mauvais sujet qui fuit la maison paternelle pour mener une vie de fainéant et de vagabond, Lemmi, depuis sa liaison avec Kossuth, ensuite avec Mazzini, était devenu un personnage politique ; ses menées et intrigues avaient fini par le faire classer dans la catégorie des proscrits. Aussi, ce fut comme un exilé qui voit se rouvrir devant lui les portes de la patrie qu'il fit sa rentrée officielle en Toscane, lorsque le grand-duc en fut chassé par l'annexion piémontaise. C'est à Florence qu'il s'établit.

Alors, voulant masquer son jeu et en même temps faire grande fortune, il se créa banquier.



Ses patrons Mazzini et Kossuth ne manquaient jamais d'argent, fourni soit par la maçonnerie soit par l'Angleterre ; Lemmi auprès d'eux avait commencé par se faire une petite part de ressources, ses vols à l'époque de la guerre de Crimée avaient arrondi encore son capital, et enfin il trouva moyen de l'augmenter quand piémontais et révolutionnaires dilapidèrent les richesses des souverains dépossédés. A Florence, Lemmi pratiqua d'abord l'usure, en bon juif qu'il était devenu ; il prêtait à cinq et dix pour cent par mois ; on a dit même jusqu'à 200 et 300 pour cent l'an. Mais il ne négligeait pas la politique, et toujours il était pour Mazzini un auxiliaire précieux. Il se déplaçait fréquemment, allant et venant dans le nouveau royaume. A Naples, il rejoignit Mazzini et Garibaldi ; Crispi aussi y était, malgré qu'il ne soit pas mentionné dans le rapport de Carletti.

C'est Lemmi qui, ayant en souvenir sacré sa conspiration de 1857, inspira à Garibaldi le scandaleux décret par lequel le condottiere-dictateur accorda une pension nationale à la famille de l'assassin Agésilas Milano.

A ce moment-là, Victor-Emmanuel craignit beaucoup, — on l'a vu plus haut, — que les révolutionnaires ne fassent pas bénéficier la maison de Savoie de la conquête des Deux-Siciles, et c'est pour cela que l'armée régulière se mit de la partie ; il ne fallait pas laisser s'établir une république méridionale, le Piémont qui avait payé les frais de l'expédition garibaldienne aurait considéré qu'il était volé de son argent. D'autre part, Victor-Emmanuel jugeait qu'il était prudent, à cause des puissances catholiques, de s'arrêter pour l'instant à ce qu'on avait fait, tandis que Garibaldi et Mazzini proclamaient qu'il fallait maintenant aller à Rome pour parachever l'unité de l'Italie.

On raconte, à ce propos, que Garibaldi dit alors, un jour, chez Bertani, dont l'influence commençait à effacer celle de Liborio Romano :

— Tant que nous n'avons pas Rome, nous n'avons rien fait. Nous devons aller jusqu'au bout et nous inspirer de Dante, qui a écrit : « Nous ferons l'Italie, même avec l'aide du diable ! »

Lemmi, qui était présent, ajouta à haute voix, avec une sombre énergie :

— Surtout avec l'aide du diable !

Depuis longtemps déjà, en effet, Adriano, fanatique dévot de l'occultisme, fervent adepte de la plus noire cabale, était devenu sataniste à outrance ; j'aurai beaucoup de choses à dire là-dessus dans l'ouvrage que je prépare sur *le Satanisme dans la Haute-Maçonnerie*.

On sait que le gouvernement piémontais finit par empêcher les révolutionnaires d'aller à ce moment-là jusqu'au bout de leur pro-

gramme. M. Pallavicino Trivulzio, nommé prodictateur par Victor-Emmanuel et qui était le représentant du parti modéré, invita Mazzini à quitter Naples et même en fit sortir Francesco Crispi.

Quant à Lemmi, il ne fut pas inquiet. Cavour s'était demandé ce qu'était ce petit juivaillon remuant ; il avait ordonné une enquête sur son compte, et il avait bien compris que notre héros était l'agent secret de Mazzini. Dès lors, il le fit surveiller de près, mais sans le tracasser. Cavour, excellent diplomate, avait exactement jugé l'homme. Le découvrant plus cupide qu'ambitieux de gloire politique, il s'était dit qu'il le tiendrait, lui aussi, à sa façon, c'est-à-dire en ne pas entravant ses spéculations, ses tripotages financiers ; et voilà pourquoi le gouvernement piémontais ferma les yeux sur les usures et autres malhonnêtetés au moyen desquelles Adriano édifiait sa fortune. On sait que plus tard le gouvernement de Victor-Emmanuel le fit co-intéressé à la Régie des Tabacs.

Seulement, comme Lemmi continuait à être très dévoué à Mazzini, Cavour voulut s'assurer contre toute action antimonarchiste de sa part. Dans son enquête, le ministre avait appris ce qu'Adriano avait fait à son départ de Livourne en décembre 1843, ses exploits à Marseille contre divers porte-monnaie, notamment contre celui du docteur Grand-Bouhagne, et sa condamnation infamante par le Tribunal Correctionnel. Alors, Cavour, afin d'avoir une épée de Damoclès à tenir suspendue sur la tête d'Adriano, avait demandé au gouvernement de Napoléon III de lui faire délivrer une copie officielle authentique du jugement du 22 mars 1844 ; il l'avait reçue par voie diplomatique, en bonne et due forme, transcrite par le greffe de Marseille et portant le cachet du procureur impérial.

Ce texte officiel de l'infamante condamnation a été une arme terrible qui a longtemps servi à Victor-Emmanuel et à son successeur à maintenir Lemmi dans une prudente réserve, et il est resté jusqu'en 1893 dans les archives du ministère de l'intérieur du gouvernement italien. Je dirai plus loin comment son existence fut connue d'un député indépendant, qui alors en parla à la tribune, ce qui n'empêcha pas Lemmi de nier, car il savait que le gouvernement à qui il avait donné des gages ne le publierait pas.

Je dirai aussi comment Adriano, ennuyé de voir cette preuve de son indignité subsister, s'entendit avec son compère Crispi pour la faire disparaître, et comment miss Diana Vaughan, l'implacable adversaire de Lemmi, ayant eu le vent de cette manœuvre, la déjoua en s'emparant elle-même du fameux document ; car c'est elle qui aujourd'hui le possède,

et ce n'est pas le seul papier important sur lequel elle a réussi à mettre la main.

Aussi, j'ai le devoir de dire que c'est à l'obligeance de miss Diana Vaughan que je dois de pouvoir publier dans ce volume le fac-simile photographique du jugement de condamnation d'Adriano Lemmi, tel que Cavour l'a reçu du gouvernement de Napoléon III, tel qu'il a été conservé pendant trente-deux ans dans les archives secrètes de Victor-Emmanuel II et d'Humbert I<sup>er</sup>, tel que l'original se trouve actuellement, je le répète, entre les mains de l'ex-grande-maîtresse de New-York.

D. Margiotta.

Le volume **Adriano Lemmi, chef suprême des francs-maçons**, souvenirs d'un Trente-Troisième, par DOMENICO MARGIOTTA, forme un in-8° de 400 pages, et est en vente chez MM. Delhomme et Briguët, éditeurs, rue de Rennes, 83, Paris. — Prix : 3 fr. 50. — Par la poste : 4 fr.

## LES SOCIÉTÉS SECRÈTES MUSULMANES DANS L'AFRIQUE DU NORD

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

*Caractère général des sociétés secrètes musulmanes. Histoire du mal dans le monde : paganisme, mahométisme.*

Quand nous parlons de sociétés secrètes musulmanes, nous ne devons pas nous les figurer semblables en tout aux sociétés secrètes de l'Europe, de l'Asie ou de l'Amérique. Satan a su varier, suivant les pays et les peuples, les différents moyens d'attaques. Sur toute la terre, il poursuit le même but : détruire l'empire de Dieu, pour s'asseoir lui-même sur le trône qui n'appartient qu'à Dieu seul. Proportionnant ses efforts au tempérament divers des peuples et aux moyens que leur fournit leur religion pour résister au mal, il ne se conduira pas avec les peuples indolents et anémiés de l'Afrique comme avec les hommes robustes de l'Europe chrétienne. Les générations européennes naissent et se développent à l'abri du christianisme qui leur communique sa force. Le baptême nous fait enfants de Dieu et rompt les chaînes qui nous attachent au péché. Puis, aux heures d'accablement et de défiance, nous, catholiques, nous aurons sur le bord de la route ces fontaines d'eau vive que Jésus-Christ a fait jaillir, dans sa miséricorde, de son côté ouvert. Grâce à ce secours surnaturel, nous pourrions goûter une partie de ce bonheur qui était notre apanage avant la chute originelle. Notre nature ne sera plus autant

bouleversée. l'équilibre entre la chair et l'esprit sera rétabli ; et si encore bien souvent nous sentons en nous les révoltes du vieil homme, au moins l'esprit sera toujours assez prompt et assez fort pour réprimer ce premier mouvement.

Jésus-Christ a jeté le fondement de sa religion dans la partie noble de nous-mêmes ; il est venu nous rétablir dans notre premier état autant que c'était possible. Quelques êtres privilégiés que Dieu a aimés davantage sont seuls parvenus à jouir par intervalle, dans des extases sublimes, presque du même équilibre des deux parties qui nous composent, qu'Adam dans le paradis. Voilà donc l'œuvre de Jésus-Christ : il a voulu nous rétablir dans notre premier état, et pour y parvenir, il nous a obligés à combattre la partie inférieure de notre être, la chair et ses passions.

Le démon a pris justement le contrepied de Jésus-Christ : il a enseigné aux hommes à faire dominer les sens sur l'esprit, la partie inférieure sur la partie supérieure. Et afin d'imiter encore plus l'œuvre de Jésus-Christ, il a voulu avoir des adeptes qui jouiraient, eux aussi, d'extases, et pourraient, eux aussi, faire des prodiges. Et de même que dans le catholicisme, ces êtres privilégiés sont spécialement consacrés à Dieu, et s'adonnent aux œuvres pieuses après des engagements pris solennellement devant Dieu, ainsi le diable a voulu avoir dans son royaume des serviteurs plus dévoués et plus fidèles, qu'il favorise quelquefois de visions et d'extases.

Voilà donc les deux grandes manières dont le démon a singé l'œuvre divine. C'est par lui que tout mal est entré dans le monde, c'est par lui qu'il s'est développé surtout, et n'est-ce pas à lui qu'il faudrait attribuer beaucoup de ces maladies nouvelles qui apparaissent de nos jours ? Toujours est-il que si nous ne pouvons lui attribuer la plus grande partie des maladies qui déciment l'humanité, toujours est-il, dis-je, qu'il sait par des moyens vraiment sataniques, profiter de la faiblesse constitutionnelle d'un peuple pour l'abâtardir encore plus. Ainsi, pour ne parler que des peuples musulmans, personne ne niera l'influence néfaste de l'œuvre satanique sur ces peuples malheureux. Accablé par une chaleur excessive, vivant dans un pays n'ayant aucun des avantages des régions tempérées, endurant quelquefois pendant de longs jours la faim et la soif, l'homme habitant de la mer Rouge à l'Atlantique est sujet par tempérament aux maladies nerveuses. Le catholicisme aurait su rétablir l'équilibre, donner une plus large part à l'intelligence, faire dominer la raison, et enlever à l'imagination tout ce qu'elle pourrait avoir d'excessif. Qu'a fait Satan par le moyen de l'islamisme ? Il a exalté l'imagination, il lui a fait un domaine trois fois plus grand qu'à la raison, et l'a faite dominer dans l'homme. On verra plus tard quels sont les moyens employés par Satan, et la bêtise de la pauvre nature humaine. L'Afrique du Nord aura ses fakirs. N'anticipons pas.

Il serait curieux maintenant de suivre l'action du démon dans le monde depuis Jésus-Christ, et de voir les moyens et les hommes dont il s'est



servi. Nous tâcherons de les indiquer en quelques mots. Dès son apparition, le christianisme fut le représentant de la vraie civilisation et du vrai progrès ; car c'était la lumière qui se levait sur le monde. Satan lui opposa d'abord la lumière, de l'esprit humain : le gnosticisme naquit, fut épuré et perfectionné en quelque sorte par le néo-platonisme d'Alexandrie : Simon le Magicien et les hérétiques du I<sup>er</sup> siècle, Porphyre et les philosophes d'Alexandrie en furent les principaux représentants. Le diable fut vaincu ; malgré toutes les entraves dont il avait semé la route du catholicisme naissant, celui-ci atteignit l'apogée de sa gloire et de sa force au quatrième siècle.

Au moins, se dit le démon, si je n'ai pu détruire mon ennemi par le glaive de l'intelligence, je l'abattrai par l'épée et je le noierai dans des flots de sang. Du fond de l'Asie et de la Germanie, il appela les barbares. Qu'arriva-t-il ? L'Eglise les convertit et s'agrandit de leurs dépouilles.

Le démon n'était pas à bout de ressources. Il jeta les yeux sur une petite tribu des environs de la Mecque, scruta d'un regard les dispositions des habitants de l'Afrique, et entreprit de renverser le christianisme en fondant une nouvelle religion basée sur le mépris de la femme, la satisfaction des passions les plus basses et les plus abjectes, et une haine à mort contre tout ce qui était chrétien et voulait faire sortir l'humanité des ténèbres qui l'enveloppaient pour la conduire à un état supérieur. Je ne veux pas retracer cette lutte de plusieurs siècles où la victoire resta toujours à la croix. Poitiers, Lépante, Vienne, marquent les diverses étapes de la victoire de la croix sur le croissant. Qui pourra jamais dire tous les maux que le Coran a faits au vieux monde ? N'est-ce pas à lui que nous devons d'être restés si longtemps sans marcher dans les découvertes que nous n'avons faites que depuis qu'il n'est plus un danger pour nous ?

Le glaive d'acier n'a pas réussi entre les mains de Satan : il a dû s'incliner et s'avouer vaincu ; il a essayé d'un autre moyen beaucoup plus perfide, mais qui ne réussit pas avec le secours de Dieu et de Marie. Il s'est caché dans l'ombre, il a rampé comme le serpent, et de nos jours a voulu nous combattre comme il avait agi envers Eve. Le croissant perdait tous les jours son prestige ; la franc-maçonnerie naquit avec son cortège de sociétés secrètes. Et c'est là, il me semble, le troisième moyen employé par l'enfer pour combattre l'Eglise catholique. A mon avis, c'est le plus terrible, parce que c'est le plus perfide. Quel est l'enjeu de cette terrible lutte entre Dieu et le démon ? l'enjeu, c'est l'homme ; d'un côté Dieu veut nous élever à un état meilleur, il veut nous faire marcher à la vraie lumière et chaque jour nous dévoiler quelques parcelles de la vérité souveraine ; en un mot, pour parler la langue de notre époque, sur l'étendard de Dieu nous voyons ces mots : science et progrès. Satan au contraire, ne veut qu'une chose : abrutir l'homme, le livrer tout entier à ses passions, pour le posséder plus facilement et régner en maître absolu sur son cœur ; sur son étendard on voit gravé : erreur, mensonge et abrutissement. Pour nous, ces deux mots

science et christianisme, progrès et christianisme, sont synonymes en ce sens, que philosophiquement parlant nous mettons au défi qui que ce soit, de nous prouver qu'il puisse y avoir une vraie science en dehors de la religion catholique ; et dans ce mot de progrès nous comprenons nécessairement toutes les découvertes faites par l'homme. Voici donc la conclusion que nous tirons : toute société qui s'oppose au progrès de l'homme est une société mauvaise, perverse, diabolique, également condamnable par la société et l'Eglise. Or, c'est là le but que se proposent presque toutes les sociétés secrètes musulmanes. Ce qu'elles veulent, le but qu'elles poursuivent aujourd'hui non pas avec l'épée de leurs ancêtres, mais perfidement cachées à la manière de nos francs-maçons d'Europe, et avouant eux-mêmes publiquement leur but, c'est de détruire tout gouvernement établi, n'importe lequel : qu'il soit chrétien ou musulman. C'est ce que disait le Madhi, dont nous aurons à nous occuper plus loin. « Je les détruirai tous : turcs et chrétiens ».

C'est là un vrai danger pour l'Europe chrétienne, et quand on a étudié un peu cette question, quand on voit la marche effrayante que fait le mal dans le monde, quand on voit dans toutes les parties du monde des sociétés organisées à peu près sur le même modèle, ayant le même but, prenant les mêmes moyens, on se demande en vérité comment l'Eglise pourra sortir victorieuse. Plaise à Dieu que bientôt nos jeunes gens de France ne soient pas obligés de se croiser de nouveau pour aller combattre cet ennemi qui menaçait de renverser l'Europe chrétienne, de détruire toute civilisation, et qui de nos jours, cherche à nous fermer le vaste continent noir.

## CHAPITRE II

### *Panislamisme. — Tolérance des chrétiens*

Avant de donner les notions générales sur les sociétés secrètes musulmanes, il faut, pour des lecteurs qui n'ont peut-être jamais visité l'Afrique et n'ont eu aucun rapport avec les Musulmans, parler des doctrines politiques de l'Islam. Nous verrons que les sociétés secrètes sont intimement liées avec l'existence même de la religion musulmane, et que celle-ci est un danger permanent pour la civilisation.

De nos jours, on parle beaucoup du panslavisme, panhellénisme, pangermanisme. Rien de plus beau que cette théorie, que de vouloir réunir en un seul peuple et sous un même gouvernement tous les hommes ayant la même langue, les mêmes mœurs, les mêmes aspirations et les mêmes intérêts. Rien de tout cela dans la théorie du panislamisme. Ce mouvement est né et s'est développé à la suite des progrès continuels de l'Europe civilisée en Turquie et en Orient. Le vieux fanatisme musulman s'est rallumé quand il a vu que le sultan de Stamboul, méconnaissant les obligations que lui impose le Coran, faisait alliance avec les chrétiens, et laissait entrer peu à peu dans ses Etats toutes les commodités, tous les avantages que la civilisation nous a donnés. Dernièrement encore, n'a-t-il pas adhéré au congrès de Berlin et à la conférence de Bruxelles ?



n'a-t-il pas aboli l'esclavage, proscrit la traite des noirs ? En un mot, n'a-t-il pas laissé les chrétiens s'occuper des affaires de l'Etat et faire la police et même la loi jusque dans son empire ? Si les événements se succèdent, bientôt il n'y aura plus d'Islam. Voilà ce que répète tout bon musulman. Aussi, des rivages des îles de la Sonde aux bords de l'Atlantique, un mouvement très prononcé s'accroît de jour en jour. Il faut rétablir l'imamat, il faut que les croyants soient libres chez eux, que le chien de chrétien y soit esclave s'il veut habiter parmi eux, mais qu'il n'y commande jamais ; toutes les autorités musulmanes de nom se sont laissées envahir par les idées civilisatrices de l'Europe ; il faut renverser ces gouvernements, et reconnaître un seul chef : l'imam. Dieu seul sera le roi de l'Islam, l'imam en sera le Khalife ou vicaire. Ainsi sera rétablie dans toute sa pureté la doctrine politique de l'Islam : l'univers entier ne sera qu'une théocratie, car le globe doit être la propriété des croyants, et Dieu transmettra ses ordres par son vicaire.

Pour peu qu'on réfléchisse à cette théorie, on sera frappé de sa ressemblance avec la religion catholique. Jésus-Christ véritable roi, le Pape, son Vicaire commandant à tous les fidèles. Mais, tandis que Jésus-Christ dans sa sagesse a séparé sans les désunir le temporel et le spirituel, Satan veut les unir dans une même personne ; aussi les premiers Khalifes étaient à la fois souverains, prêtres et vicaires du Prophète. Pourquoi toutes ces guerres qui ensanglantèrent l'Islam si longtemps, si non la nécessité que reconnaissent tous les musulmans d'établir l'imamat ? Aussi longtemps que Ali voulut combattre pour cette cause, il fut soutenu par de nombreux partisans ; quand il se fut réconcilié avec son adversaire, il tomba sous le poignard des puritains de l'Islam. L'Imamat ? C'est l'un des dogmes fondamentaux de la religion musulmane.

« Les musulmans (1) doivent être gouvernés  
« par un imam qui ait le droit et l'autorité de  
« veiller à l'observation des préceptes de la loi,  
« de faire exécuter des peines légales, de défendre les frontières, de lever les armées, de percevoir les dîmes fiscales, de réprimer les rebelles et les brigands, de célébrer la prière publique du vendredi et des fêtes du Beyram, de juger les citoyens, de vider les différends qui s'élèvent entre les sujets, d'admettre les preuves juridiques dans les causes litigieuses, de marier les enfants mineurs de l'un et de l'autre sexe qui manquent de tuteurs naturels, de procéder enfin au partage du butin légal. »

Tout l'Islamisme est dans ces mots ; et voici comment l'un des plus grands commentateurs

(1) Ce passage est tiré d'un livre de Nedjem-ed-din-Nassafi, mort à Bagdad en 537 de l'hégire (1142 de J.-C.). Ce livre, qui est entre les mains de tous les enfants fréquentant les écoles en Orient, résume en 58 articles toute la doctrine musulmane.

Nous citons la traduction qui se trouve dans l'ouvrage remarquable publié à Alger par le commandant Rinn. *Marabouts et Khouan* ; étude tout à fait remarquable sur la situation politique et religieuse de l'Islam en Algérie. Quelquefois nous ferons remarquer les contradictions dans lesquelles il est tombé, et nous en dirons la cause : son ouvrage serait parfait s'il n'était séparé par-ci par-là de quelques utopies vraiment irréalisables, et si l'auteur n'avait montré autant d'indifférence, pour ne pas prononcer un autre mot, puisé sont Duveyrier et la *Revue Africaine*. C'est surtout à M. Rinn que nous renverrons. Nous regrettons que notre foi ne nous permette pas de le suivre en tout et nous oblige quelquefois à le combattre.

arabes Sâd-ed-din-Tefhzani, mort à Boukhara en 808 de l'hégire (1405 de J.-C.), les explique et les complète : « L'établissement d'un imam est un point canonique avéré et statué par les fidèles du premier siècle de l'Islam. Ce point, qui fait partie des règles apostoliques et qui intéresse d'une manière absolue la loi et la doctrine, est basé sur cette parole du Prophète : Celui qui meurt sans reconnaître l'autorité de l'Imam de l'époque, est censé mort dans l'ignorance, c'est-à-dire dans l'infidélité. Le peuple musulman doit donc être gouverné par un imam. Cet imam doit être seul, unique : son autorité doit être absolue, elle doit tout embrasser, tous doivent s'y soumettre et la respecter. »

Voilà la doctrine qui est enseignée dans tout l'Islam ; c'est ce qu'enseignent les maîtres dans leurs cours, le marabout dans sa mosquée et ce que répète l'Arabe dans sa tente : la terre au musulman qui doit y commander en maître, et n'avoir qu'un seul et unique chef, voilà en deux mots la théorie politique. Couvert de ses haillons, dévoré par la vermine, portant sur son visage les traces des souffrances de la faim et de toutes les misères, le malheureux sectateur de l'Islam regarde le vainqueur sans courber son front ; il coudoie les triomphateurs revêtus de la soie et de la pourpre, et, sur les trottoirs d'Alger, jamais vous ne le verrez céder la place ; d'un coup de coude il jettera dans la rue le chien de chrétien ; n'est-il pas le maître, et Allah n'a-t-il pas promis la terre à ses fidèles ? — Après soixante ans de conquête, l'Arabe ne nous obéit que parce que nous tenons le sabre, qu'il a vu débarquer des canons énormes, et qu'il voit tous les jours défiler nos nombreux bataillons. A la première occasion, il se lèvera, prendra son fusil, et alors commencera entre lui et nous une guerre de tirailleurs. Plaise à Dieu que la France soit aussi heureuse à ce moment qu'en 1871 !

Ce n'est pas seulement la haine de la France qui tient au cœur du musulman, c'est la haine de toute civilisation, de tout progrès. Il se ligue non pas pour arrêter les progrès du catholicisme, mais de la civilisation. Voyez-le, depuis quatorze siècles, il est toujours le même : il a une tente, un chameau ou un cheval, quelques moutons, et il court avec toutes ses richesses d'une oasis à une oasis. Il n'y a pas grande différence entre le nomade et le sédentaire. Même à Alger, quel progrès ont-ils fait depuis l'arrivée des Français ? Tandis que la ville française peut lutter d'élégance et de beauté avec les villes d'Europe, qu'elle en a toutes les commodités, la ville arabe a gardé ses rues tortueuses, étroites, obscures. Quels progrès l'instruction n'a-t-elle pas faits partout, depuis un demi-siècle ? le Japon lui-même vient d'entrer dans le concert des nations européennes. L'Islamisme empêchera l'Arabe d'étudier et de s'instruire ; l'Islamisme, c'est la haine de tout progrès, et tout musulman qui veut se mettre sur le même pied que les gens civilisés, doit être en contradiction avec sa doctrine.

Aussi nous répéterons avec M. Rinn que ce mouvement de panislamisme est « un véritable danger pour tous les peuples européens ayant des intérêts en Afrique et en Asie » (préface, page 1) ; et si jamais Dieu permettait qu'il

réussit, l'Europe serait replongée dans les ténèbres de l'ignorance et de la barbarie.

Maintenant, si ce mouvement est un danger, si ce mouvement est basé sur l'essence même de l'Islamisme, comment prendre ces paroles de Rinn : « Lorsque sans parti pris ni passion, on regarde autour de soi en pays musulman, qu'on interroge l'histoire ou qu'on étudie les livres des docteurs de l'Islam, on s'aperçoit bien vite que le caractère dominant de la religion musulmane n'est ni l'intolérance ni le fanatisme. » Ce qui domine et déborde dans l'œuvre de Mohammed, c'est l'idée théocratique; et ce qui frappe chez ses adeptes, c'est l'ardeur des convictions religieuses. Tous les musulmans sans exception ont cette foi robuste qui n'admet ni compromis ni raisonnement et qui naïvement se complait dans son *Credoquia absurdum* (chapitre I<sup>er</sup>, début du livre). M. Rinn n'est pas le seul à soutenir une pareille théorie; elle semble être à l'ordre du jour, et M. Mas-Latire semble avoir eu pour but de la prouver dans un ouvrage où il parle des relations commerciales de l'Afrique du Nord avec l'Europe pendant le moyen-âge. Nous ne voulons pas nous arrêter à le réfuter : il n'y a qu'à prendre l'histoire, et appeler au tribunal tous les martyrs de la tolérance de l'Islam.

Ne croyons pas que depuis la mort d'Ali, la théorie que nous venons d'exposer soit tombée dans l'oubli même pratiquement (1). Chaque souverain aspirait à être l'imam et à ranger sous son autorité toutes les populations musulmanes; une dynastie même, les Almoahades, a pris ce nom de ce qu'elle poursuivait ce but si cher à tous les croyants. Mais, de nos jours, à cause des progrès de l'Europe et de la civilisation, l'Islamisme, acculé au pied du mur, s'est réveillé de sa léthargie et a poussé de nouveau son cri de guerre contre l'Europe et la civilisation. Quels sont surtout les moyens dont il dispose? Qui est à la tête de ce mouvement? Les moyens dont il dispose sont les sociétés secrètes; et ce sont elles qui sont à la tête de ce mouvement et le dirigent. Ainsi, de même que dans le catholicisme les ordres religieux occupent la première place, propagent au loin la parole de Dieu et la défendent, de même dans le royaume de Satan nous trouvons des hommes ayant un même but, liés par les mêmes serments et concourant plus énergiquement que les simples fidèles à l'œuvre du démon. Nos religieux vivent dans une atmosphère plus pure; prenant à la lettre les préceptes de l'Evangile, ils veulent que la chair soit abaissée au profit de l'esprit : le cilice, la cendre, la discipline, le jeûne, les veilles imposeront un frein d'acier aux passions; tous les sens seront parfaitement soumis, et jamais chez eux on ne constatera ces états d'exaltation qui dénotent un cerveau mal équilibré. Loin de faire dominer l'esprit sur la chair, la raison sur

les sens et l'imagination, les ordres religieux musulmans placeront l'âme dans un milieu énérvant et désorganisateur; l'âme n'aura plus cette force que quelquefois la nature seule, sans le secours de la grâce, donne à quelques caractères bien trempés : Satan favorisera de son mieux le développement du caractère de ces pays; au lieu de combattre l'imagination, il l'exaltera soit par des moyens naturels, l'opium, le hachisch et les autres plantes solanées, soit par d'autres moyens, qui, plaçant l'âme endormie déjà à moitié par les opiacés, dans ce demi-milieu de sommeil et de veille, fait naître en elle une sensibilité excessive; active l'ardeur de l'imagination, et lui fait prendre des mensonges et des illusions pour la réalité. La sainteté de nos ordres religieux repose sur l'humilité et l'Evangile; les ordres religieux musulmans reposent sur l'orgueil et le soufisme.

### CHAPITRE III

#### *Soufisme. — Extases et visions.*

Tout ce qui précède sert, pour ainsi dire, d'introduction et de point d'attache aux sociétés secrètes, et nous savons d'où elles découlent; pénétrons maintenant dans leur constitution. Quelle est donc la doctrine qu'ils professent? A quelle philosophie se rattachent-ils? A la philosophie indienne, au Soufisme. Le Soufisme est aux ordres religieux musulmans ce que l'Evangile est aux ordres religieux catholiques.

La première association musulmane remonte à l'origine même de l'Islamisme. D'après les historiens arabes au rapport de Brosselard (*les Khouan*, page 29), la première année de l'hégire, 90 habitants de la Mecque et de Médine, convertis récemment à la nouvelle religion, se réunirent et formèrent une sorte d'association ayant pour objet « d'établir entre eux la communauté des biens, et de s'acquitter tous les jours de certaines pratiques religieuses, dans un esprit de pénitence et de mortification. » Dans cette institution, il faut reconnaître l'influence du christianisme; on sait, en effet, combien nombreux étaient à cette époque les monastères de la Thébaïde et quelle gloire ils avaient jeté sur cette contrée. Ce ne furent pas les doctrines ni la manière de vivre des moines, mais bien les doctrines et la manière de vivre des soufi qui furent adoptées.

Soufi (de la racine arabe *Sofa* = élire, choisir, être pur) désigne, dans la langue mystique, tout homme qui méprise les biens de la terre, et ne s'attache qu'aux biens célestes. Nous livrons à la sagacité de nos linguistes de trouver les rapports entre ce mot et le mot grec *sophos*.

Nous pouvons l'affirmer sans aucune hésitation : le Soufisme vient de l'Inde; que de rapports entre cette philosophie indienne qui trouve la perfection dans la plus absolue abstention de tout acte même intellectuel, et cette doctrine énérvante, dissolvante, qui fait croire que la perfection consiste dans une union purement passive avec la divinité! Qui d'ailleurs mieux que les Arabes pourra nous renseigner à cet égard? Nous allons citer d'abord le fondateur des Djénidya, auxquels, suivant le mot du

(1) Après l'assassinat d'Ali par ses partisans, qui ne pouvaient supporter l'idée d'une réconciliation et d'un sacrifice si grand que l'imamat, ses partisans, au lieu de se réunir aux autres musulmans, préférèrent s'en séparer. Les musulmans qui suivirent Morviah les qualifièrent de Kharedji (sortis, hérétiques); mais eux, toujours fermes dans leur foi, réclamèrent leur imam, et l'attendirent avec toute la persévérance des Juifs pour leur Messie. De nos jours, ces puritains sont représentés en Tunisie par les habitants de l'île de Djerba dans le golfe de Gabès, et en Algérie par les habitants du Mzab.



cheikh Snouss, « presque tous les ordres viennent se rattacher. » Aboul-Kacem el-Djenidi est né à Bagdad où il est mort entre les années 296 et 298 de l'hégire (908-911 de J.-C.). On accourait en foule l'écouter à Bagdad, et il a laissé plus de 180 ouvrages sur les matières les plus ardues et les plus difficiles. Ce fut lui qui introduisit dans l'Islam les doctrines panthéistiques de l'Inde et leur donna tout le poids de son autorité. Voici comment il définissait le Soufisme : « Délivrer l'esprit des instigations des passions, se défaire d'habitudes contractées, « extirper la nature humaine, dompter les sens, « acquérir des qualités intellectuelles, s'élever « par la connaissance de la vérité et faire le « bien. .... Nous n'avons pas appris le Soufisme « de tel ou tel, mais de la faim, du renoncement « au monde et à ses habitudes. » (Cité par Rinn, page 169.) Il faut remarquer surtout la dernière phrase, qu'on ne comprendra que lorsqu'on aura lu cette étude. Pour faire pénétrer dans l'Islam ces doctrines perversives et hérétiques, puisqu'elles détruisent l'unité de Dieu, il fit ce qu'ont toujours fait les hérétiques : il donna aux mots un sens différent et put ainsi, sous le voile de l'orthodoxie, exprimer les erreurs indiennes. Cette doctrine s'est transmise à travers les siècles d'ordres en ordres ; elle est, comme nous l'avons dit, la base, nous dirons même l'âme des sociétés musulmanes. « Ce qui forme l'essence de tout le système des Soufis, dit l'historien Ibn-Khaldoun qui vivait au XIV<sup>e</sup> siècle de notre ère, c'est cette pratique d'obliger souvent l'âme à se rendre compte de toutes ses actions et de tout ce qu'elle ne fait point, et en outre l'exposition et le développement de ces goûts et de ces *extases* qui naissent des combats livrés aux inclinations naturelles, puis deviennent, pour le disciple de la vie spirituelle, des stations dans lesquelles il s'élève progressivement en passant de l'une à l'autre. Le dégagement des sens arrive le plus souvent aux hommes qui pratiquent le combat spirituel, et alors ils obtiennent une perception de la nature véritable des êtres ; car la méditation est comme la nourriture qui donne la croissance à l'esprit... Les notions fournies par le Soufisme se prêtent encore plus difficilement que les autres à une classification scientifique. Cela tient à ce que les Soufi prétendent résoudre tous les problèmes au moyen de perceptions obtenues par eux dans le monde spirituel. »

A ces paroles du grand historien arabe, ajoutons ce que dit sur les devoirs des Soufi le cheikh algérien Mohammed-el-Missoum, khalifat de l'ordre des Chadelya : « Les devoirs d'un véritable Soufi consistent dans l'accomplissement des prescriptions de Dieu : jeûne, prière au-mône, pèlerinage ; connaître Dieu et le prier sans cesse, en proclamant ses loanges, en disant : « Il n'y a pas d'autre divinité que Allah ! « louange à Dieu, Dieu est très grand. » La première condition pour le Soufi est de mettre entièrement de côté ce bas monde et ceux qui l'habitent ; c'est d'avoir continuellement devant les yeux la vie future, d'oublier l'orgueil et l'envie ; c'est de ne point s'exposer à la mort dans des entreprises au-dessus de ses forces. En effet, Dieu a dit : « Ne travaillez pas à votre mort.

Tous les efforts du Soufi doivent tendre à trouver sur terre une place où il pourra librement et sûrement s'occuper de ses exercices de piété. » (Cité par Rinn, page 69.)

On serait dans l'erreur de croire que, dans tous les ordres religieux, le Soufisme a eu les mêmes honneurs. Le soufisme a eu aussi ses martyrs, victimes de l'intolérance gouvernementale, pour employer le jargon des sociétés secrètes. Le plus célèbre de ces martyrs est Chabed-din-es-Schcroudi, surnommé Cheikh-el-Megtoul, qu'il ne faut pas confondre avec le fondateur des Scherourdya, dont nous parlerons plus loin ; il se fit un grand renom comme philosophe, répéta dans des traités célèbres les doctrines des Platoniciens et des Aristotéliciens. Accusé de magie et d'hérésie, il fut mis à mort en 1190 de J.-C. au Caire par Salah-ed-din (Saladin). Un ordre, celui des Khelouatya, a condamné le Soufisme ; mais c'est une exception. Et même, ne rejetons pas sur l'ordre tout entier ce qui n'est propre qu'à un individu formant l'un des anneaux de la chaîne de cet ordre, Abd-el-Ouhhab-ech-Chàrani. Il nous semble que les quelques lignes que nous allons citer est ce qu'il y a de mieux pour nous faire comprendre la funeste influence du Soufisme. « Ces hommes (les Soufi) finissent par tomber dans les aberrations et par être le jouet de visions futiles, quand ils ont épuisé les forces de leur corps par les jeûnes, le silence, les insomnies et la solitude. Alors, ils aperçoivent dans leur imagination bouillonnante des fantômes qu'a formés leur exaltation ; quelquefois ces fantômes leur parlent ; quelquefois ils se croient enveloppés de lumière ou de ténèbres, et voient de hideuses images, telles que des chiens, des vipères, etc... Chacani nous rapporte les paroles de l'un de ses maîtres Ali-el-Karouas ; celui-ci ayant rencontré un de ces derviches qui venait ainsi dans la solitude, fuyant la société de ses semblables, afin de parvenir à une plus grande sainteté : « Mon frère, mon frère, laisse-là la solitude, lui disait-il ; ce qui doit t'arriver arrivera ; la vraie sainteté ne s'obtient pas par des actes ; elle est un don de Dieu ; aucune de nos œuvres ne peut nous la mériter ; cependant, il y a une sainteté inférieure et ordinaire qui peut être le fruit de nos efforts, selon que le dit le Coran : « Mon serviteur est celui qui sans cesse s'approche de moi par des actes de piété, afin que je l'aime ». Frère, si ton cheikh te commandait de rester pendant trente ans dans cette solitude, et d'y souffrir la faim pendant trente ans, tu n'atteindrais pas à la hauteur de cette sainteté à laquelle tu aspiras et que tu veux acquérir par tes souffrances. — Je n'abandonnerais pas ma solitude, reprit l'ascète. — Laisse-là ton funeste dessein. Adore ton Dieu selon ses désirs, car ta fin approche. » Le derviche s'obstina dans sa résolution ; quelques jours après, il était mort de faim.

(A suivre)

Ad. Ricoux